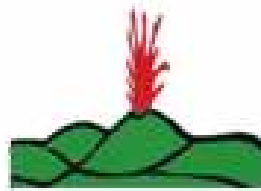


REGARDS CROISES

REVUE TRIMESTRIELLE

N° 28



POLE INSTITUTE



IMPLICATION DES FEMMES DANS LES ACTIVITES AGRO-COMMERCIALES A PETITE ECHELLE AU NORD KIVU : DE LA SURVIE AU LEADERSHIP ?

Goma, juin 2011

**IMPLICATION DES FEMMES DANS LES
ACTIVITES AGRO-COMMERCIALES A
PETITE ECHELLE AU NORD KIVU :
DE LA SURVIE AU LEADERSHIP ?**

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et de l'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.)
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIÉTÉ dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

REGARDS CROISÉS

Editeur responsable : Pole Institute
Directeur de publication : Aloys Tegera
Rédacteur en chef : Onesphore Sematumba

Comité de rédaction : Aloys Tegera
Jean-Pierre Kabirigi
Léopold Rutinirwa
Onesphore Sematumba
Solange Gasanganirwa
Véronique Isenmann

Pole Institute
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 99 86 77 192 / (00243) 99 72 52 216 / (00250) 788 51 35 31
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@free.fr

© Pole Institute, 2011.

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

TABLE DES MATIERES

Introduction	7
Contexte général	7
<i>Rôle du genre</i>	7
<i>Situations sociales</i>	7
<i>Situation politique et droits civiques</i>	8
<i>Education</i>	8
<i>Situation économique</i>	9
Conditions préalables de l'enquête	9
Contexte et difficultés	11
<i>Problèmes sécuritaires</i>	11
<i>Relations avec les autorités administratives et du marché</i>	11
<i>Réticences des femmes</i>	11
<i>Réticences des associations</i>	12
<i>Barrière linguistique</i>	12
<i>Marchés formels et marchés informels</i>	12
<i>Météo</i>	13
<i>Questions « intimes »</i>	13
Aspects positifs - satisfactions	13
<i>Effet boule de neige</i>	14
<i>Les enjeux de l'enquête interpellent les femmes</i>	14
Échantillonnage et population	14
Résultats de la recherche	16
Origine et destination des produits commercialisés	16
<i>Provenance des produits entreposés en ville de Goma</i>	16
<i>Destination</i>	17
Fragilité de l'Etat, ordre politique hybride et initiatives privées des femmes	18
Sur le plan politique	19
Sur le plan économique	21
<i>Les femmes se débrouillent</i>	21
<i>... avec ou sans revenu d'un conjoint</i>	23
<i>... et malgré la multiplication des taxes</i>	25
Sur le plan social	28
<i>Famille et société</i>	28
Scolarisation des enfants	29
Santé	30
En résumé	30
<i>Patriarcat</i>	31
<i>Masculinité</i>	41
Le leadership des femmes	44
Compétences des femmes dans l'agrocommercial ré-enquête 2010, Goma	46
<i>Source du capital</i>	46
Synthese des interrogations et pistes de recherches	69
Conclusion	73
En guise d'ouverture sur l'avenir	75
Nos publications	76

I. INTRODUCTION

1.1. Contexte général

L'interrogation globale qui constitue le fil conducteur de notre recherche est "Comment faire émerger le leadership des femmes à partir de leur implication dans les circuits économiques des produits agricoles au Nord Kivu?"

Dans un contexte de fragilité de l'Etat où règne un ordre politique hybride, il est difficile de croire à l'existence d'un leadership des femmes sur qui pèse un système patriarcal fortement enraciné et très vivace dans notre société.

De ce fait, nous ne pouvons pas parler du leadership des femmes sans évoquer au préalable le rôle du genre dans notre région.

1.1.1. Rôle du genre

Alors que le sexe est une donnée biologique, le genre est la dimension culturelle du « féminin » et du « masculin ». Le genre ne désigne ni les hommes ni les femmes, mais les relations entre les hommes et les femmes et les différences sociales entre eux; et donc les rôles attribués à chacun dans une société donnée. Les rôles des genres sont appris et évoluent. Ils varient légèrement dans notre région d'un territoire à l'autre et en fonction des cultures locales. En revanche, les différences des rôles liées au statut social ne semblent tenir qu'aux moyens financiers dont disposent les femmes.

Nous nommons ci-après quelques-unes des situations où apparaissent des différences de genre dans notre région.

1.1.2. Situations sociales

Les perceptions des rôles sociaux des femmes et des hommes sont bien entendu divergentes: l'homme est traditionnellement considéré comme le chef de famille et le principal gagne-pain; la femme comme la gardienne du foyer, qui veille au bien-être de sa famille.

Une femme nantie en milieu urbain semble jouir d'un rôle différent des autres femmes, mais en réalité ce rôle n'est lié qu'à sa capacité à distribuer les moyens. Si pour une raison ou une autre elle en vient à manquer de moyens (refus, perte des ressources, veuvage, ...), elle se retrouve dans le rôle traditionnel dévolu à la femme du Nord-Kivu.

1.1.3. Situation politique et droits civiques

Ce point concerne les différences dans la façon dont les femmes et les hommes ont accès au pouvoir et à l'autorité et le partagent: les hommes participent davantage à la haute politique nationale; les femmes s'impliquent davantage au niveau local dans des activités liées à leurs rôles domestiques.

Au niveau communautaire, les hommes peuvent jouer plus facilement des rôles de dirigeants dans des milieux officiels et exécuter des travaux de haute visibilité, tandis que les femmes se chargent souvent de l'organisation et des travaux ancillaires.

En ce qui concerne la situation politique, nous renvoyons nos lecteurs à l'article de Mme Gogo KAVIRA du collectif des associations féminines pour le développement du Nord-Kivu (CAFED)¹ où elle fait mention de la faible représentativité des femmes dans les instances de décision en RDC.

1.1.4. Education

Les différences entre possibilités et attentes dans l'éducation des filles et des garçons sont bien réelles dans notre région; les ressources de la famille sont consacrées à l'éducation du garçon plutôt qu'à celle de la fille; les filles sont encore placées dans des filières d'enseignement réputées moins difficiles, traditionnellement réservées aux femmes et moins longues. Même si en ville on trouve aujourd'hui des étudiantes dans la plupart des filières proposées, il

¹www.congoforum.be/fr/nieuwsdetail.asp?subitem=3&newsid=175836&Actualiteit=selected, consulté le 01/06/11

resterait à vérifier combien d'entre elles vont réellement au bout de leurs études.

1.1.5. Situation économique

On constate des différences d'accès des femmes et des hommes à des postes salariés et/ou à des revenus régulier, des différences d'accès au contrôle des moyens financiers et autres moyens de production: crédit et emprunts; propriété foncière, ...

Les femmes comme les hommes effectuent tous deux un travail producteur des biens. Cependant, leurs fonctions et leurs responsabilités sont différentes. En règle générale, le travail productif des femmes est moins visible et moins bien payé que celui des hommes, même s'il arrive fréquemment que les salariés hommes comme femmes ne touchent pas leurs salaires. Une certaine transformation culturelle se fait sentir: des travaux traditionnellement exécutés par les hommes tels que la récolte et la vente des produits agricoles sont aujourd'hui davantage entre les mains des femmes et du coup, ces travaux soient moins rémunérateurs et perçus comme moins prestigieux.

1.2. Conditions préalables de l'enquête

Après une période de formation et de mise à niveau des enquêteurs, nous avons formulé le fil rouge de l'enquête, aide-mémoire qui comporte des questions qualitatives et quantitatives formulées sous divers angles d'approche.

Les enquêteurs ont fait la descente sur terrain entre le 28 février 2011 et le 12 mars en 4 équipes de 2 enquêteurs, dont trois sont mixtes 1 homme – 1 femme et 1 seule est composée de 2 hommes, aucune femme enquêtrice n'ayant accepté de se rendre à Masisi.

Le dépouillement et une première analyse des données avec les enquêteurs ont eu lieu du 22 au 24 mars dans le cadre de la suite de la session de formation et de renforcement des capacités des enquêteurs - chercheurs.

Par ailleurs nous nous sommes également appuyées sur une enquête menée par notre collègue Primo-Pascal Rudahigwa sous la direction de Aloys Tegera entre mai et juin 2010 sur les aspects économiques de l'agroalimentaire, spécifiquement autour des enjeux de sécurité alimentaire dans la ville de Goma. Sa recherche s'est appesantie sur les produits vivriers commercialisés à partir de :

- La Petite Barrière² (Birere) ;
- Le Port SNCC ;
- L'aéroport de Goma ;
- Divers marchés de Goma.

En revanche, la Grande barrière (Corniche) ou les pistes informelles telles que Kanyamanjanja vers Bujovu ne constituent pas des portes d'entrée ou de sortie des quantités considérables des produits vivriers.

Un volet de ce travail portait sur l'identification des produits vivriers porteurs quant à la production et à la commercialisation et le second volet portait sur la description du rôle des femmes tel qu'il transparaît des récits enregistrés sur terrain.

Il a collecté des données statistiques de la participation des femmes à chaque étape du circuit tout en tenant compte de l'aspect transfrontalier. Il a cherché à quantifier les revenus des femmes dans le circuit ainsi que la motivation qui les encourage à ce genre d'activité. A partir de leurs récits, les femmes décrivent les sources de leur capital et l'intérêt qu'elles ont dans la commercialisation des produits agricoles. Il a aussi cherché à comprendre le rapport entre le travail des femmes et l'Etat congolais.

Il est à noter que, compte tenu de la complexité de cette recherche, il n'a pas pu travailler à Gisenyi, Rwanda, aux portes de Goma. Pourtant le commerce est transfrontalier, et les femmes circulent

² La Petite et la Grande Barrière sont les postes frontaliers entre Gisenyi au Rwanda et Goma en RDC. Ces postes sont situés en pleine zone urbaine, dans ce qui constitue de fait un très gros centre urbain.

facilement de part et d'autres des barrières. Il aurait été intéressant de mener l'étude de manière transfrontalière pour mieux cerner tous les aspects de la problématique ou en étudier la faisabilité dans une prochaine étape.

1.3. Contexte et difficultés

1.3.1. Problèmes sécuritaires

- l'accès à certains sites a été interdit aux enquêteurs pour des raisons sécuritaires (Rutshuru)
- d'autres sont accessibles mais les heures de marché sont limitées
- pour les sites autorisés mais sensibles, les enquêteurs doivent attendre que les premiers voyageurs soient arrivés pour connaître les conditions de circulation et évaluer la situation sécuritaire

1.3.2. Relations avec les autorités administratives et du marché

Les enquêteurs ont relevé la confusion de compréhension ou de volonté de compréhension qui règne auprès des autorités entre « enquête » et « projet humanitaire »;

Nous avons, lors de la première descente cru comprendre qu'il y avait une habitude de la main tendue, mais il s'agit bien plus de « soudoyer » pour tout service rendu et les disputes internes sans lien avec l'enquête, mais qui font traîner les enquêteurs.

1.3.3. Réticences des femmes

- parce qu'elles sont habituées à s'inscrire sur des listes d'aide humanitaire et étaient déçues que ce ne soit pas le cas

- ou là aussi par habitude de «soudoyer», de pratiquer la main tendue: elles ont pris l'habitude de demander à être payé pour répondre à des enquêtes
- ou parce qu'elles sont concentrées sur leur travail et ne veulent pas être dérangées
- ou encore parce qu'elles font la course au temps suite à la distance à parcourir pour rentrer chez elles après le marché.

1.3.4. Réticences des associations

Elles se disent saturées par les enquêtes et ont plutôt besoin de financements.

1.3.5. Barrière linguistique

Dans les territoires de Masisi, Nyiragongo et Rutshuru, les langues parlées par la plupart des femmes enquêtées, sont le swahili et/ou le kinyarwanda. Or si la plupart des enquêteurs comprennent un peu de kinyarwanda, ils ne le parlent pas suffisamment pour mener l'enquête. Il a donc fallu recourir à des interprètes. Ce qui impliquait un temps d'enquête plus long et des ajustements de sens, dus à la transposition dans une autre langue locale.

1.3.6. Marchés formels et marchés informels

- Les marchés formels sont limités dans le temps au niveau des horaires.
- Il y a difficulté à mobiliser longtemps des commerçantes car elles font de longs trajets entre le marché et la maison et veulent donc rentrer vite pour vaquer à d'autres occupations, d'autres viennent au marché après les travaux champêtres pour vendre en soirée et sont pressées, etc
- Il est donc important de ne pas se concentrer uniquement sur les marchés formels mais aussi sur les ventes ambulantes, dans la rue... appelés marchés informels

1.3.7. Météo

- L'enquête s'est déroulée pendant la saison des pluies, il pleuvait beaucoup et tous les jours, les femmes rentraient plus vite chez elles. La plupart font le trajet à pied, pour d'autres les routes sont impraticables.

1.3.8. Questions « intimes »

- Difficulté ou refus des commerçantes à répondre aux questions liées à leur vie personnelle.
- Le fait d'avoir des équipes mixtes a cependant permis d'aborder plus facilement ces questions.

1.4. Aspects positifs - satisfactions

Certaines circonstances et attitudes ont facilité le travail des enquêteurs:

- Préparation du 8 mars: les femmes avaient envie d' « être entendues, visibles »
- Les enquêtes précédentes de Pole Institute ont préparé un terrain ouvert à la collaboration
- De même l'émission radio « échos de Goma » de Pole Institute.
- Les enquêteurs ont su déployer des stratégies de mise en confiance qui ont permis d'ouvrir le dialogue :
- marcher avec les femmes qui acceptaient les interviews tout en continuant leur travail
- s'asseoir à côté d'elles pendant qu'elles vaquaient à leurs occupations
- manger ensemble
- proposer un « coup de main », rendre service
- tout en parlant ensemble

Les femmes ont, avec ces approches, moins eu l'impression de « perdre leur temps », ce qui a favorisé l'émergence des récits de vie. Elles répondaient tout en vaquant à leurs occupations, comme une

maman de Masisi l'a dit avec humour: « *...oui... est-ce que je peux travailler, car on a trop parlé?* » après un échange de 45 minutes! Comme le dit l'enquêteur, cette femme s'occupe de ses clients et «n'avait pas les pieds sur terre»³ pendant l'interview, car elle continuait à servir les clients tout en répondant aux questions!

1.4.1. Effet boule de neige

En « touchant » une femme, l'attention d'un grand groupe de femmes était attirée. Comme la formation avait travaillé le passage de l'un au multiple, les enquêteurs ont su tirer parti de cet effet boule de neige.

1.4.2. Les enjeux de l'enquête interpellent les femmes

Comme les enjeux de l'enquête avaient été longuement travaillés à la formation, les enquêteurs ont su les expliciter suffisamment pour que les femmes se sentent interpellées

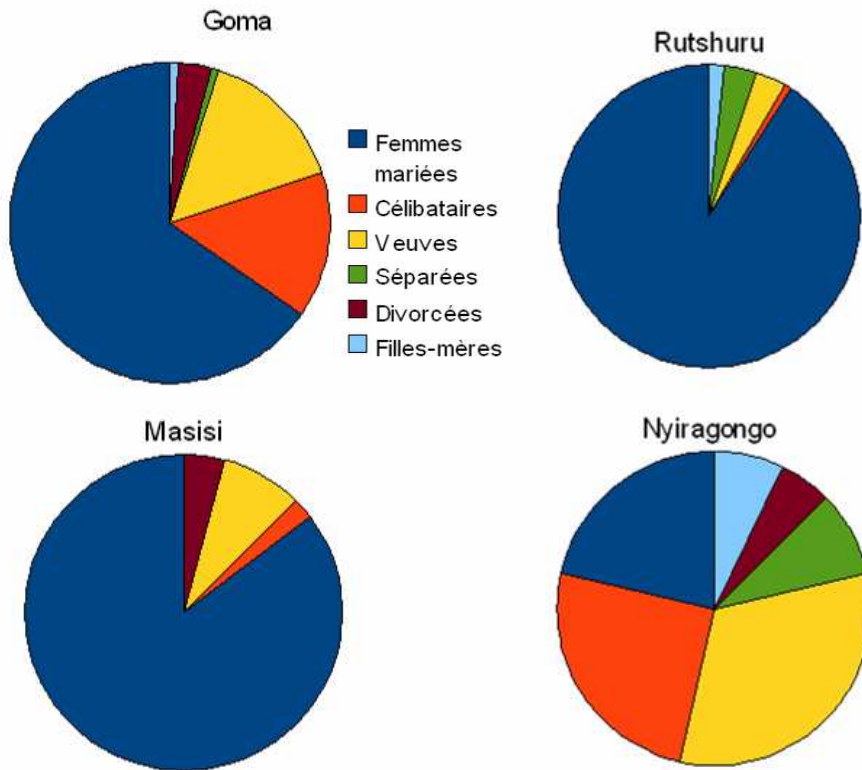
- Les enquêteurs ont su mobiliser les présidentes des secteurs d'activité
- Les femmes interrogées expriment le désir d'avoir un feedback de l'enquête

1.5. Échantillonnage et population

- La durée moyenne de l'enquête est de 40 minutes
- 354 enquêtes fiables ont été réalisées en 12 jours. Nous avons écarté une vingtaine d'enquêtes incomplètes (météo, notes illisibles...)
- sur un même site, les enquêteurs ont combiné les techniques de sélection des échantillons:
- Les vendeuses sont organisées en secteurs de produits (tomates, farines, haricots etc...) regroupés dans un même quartier du marché. Les enquêteurs ont tenté de passer en revue de manière systématique les secteurs de vente

³ En d'autres termes, ses pieds ne touchaient pas terre pendant l'interview, tant elle se pressait pour tout faire

- respect d'un certain équilibre femmes mariées – célibataires – divorcées – veuves... sachant cependant que la population de femmes mariées actives dans le secteur est généralement plus importante.
- échantillons aléatoires.



Pour le dépouillement nous avons utilisé un tableur et un traitement de textes. Les feuilles de calcul nous ont permis de saisir les données quantitatives. Nous avons codifié par rubriques et mots-clés les données qualitatives pour lesquelles cela était possible de manière à pouvoir les travailler avec les fonctions statistiques usuelles de notre tableur. Et nous avons saisi les récits de vie dans des fichiers textes.

Nous espérons mettre à profit le nombre important de données relevées dans le cadre des 3 enquêtes analysées pour tenter de constituer une base de données électronique des informations de manière à pouvoir le cas échéant suivre l'évolution.

II. RESULTATS DE LA RECHERCHE

2.1. Origine et destination des produits commercialisés

2.1.1. Provenance des produits entreposés en ville de Goma

Dans l'ensemble des interviews réalisées par Pole Institute dans le circuit de l'agroalimentaire en ville de Goma en 2010, les femmes disent que les produits agricoles proviennent en grande partie des marchés de Masisi, Rutshuru et Lubero. Il s'agit de haricot, maïs, pomme de terre, manioc, sorgho, ... (Cfr. Tableau Identification des produits vivriers). Parmi ces femmes, plusieurs voyagent avec des camions FUSO dans différents marchés de l'intérieur du Nord-Kivu pour aller acheter les produits agricoles, au même titre que certains hommes.



Ces femmes sont aussi des grossistes qui viennent entreposer leurs marchandises dans les dépôts à Goma. Trois à quatre femmes se partagent un seul dépôt, mais qui est identifié au nom d'une parmi elles.

2.1.2. Destination

Ces produits entreposés à Goma sont commercialisés en grande partie par les femmes (voir les tableaux en annexe). Selon leurs propos, les transactions entre Goma et Gisenyi sont facilitées par la collaboration entre les organisations féminines congolaises (AVEUPA, COFENOKI/AVEPAD, BAS-PEUPLE, ADEVI, etc.) et celles de Gisenyi telles que COCOVIGI, COFENIS, TURWANYINZARA, COOPERATIVE DES PETITS COMMERCANTS DE RUBAVU, etc.

La difficulté qu'elles déplorent, ce sont les taxes douanières. Pour contourner cette difficulté, ces femmes recourent à l'Association des transporteurs handicapés qui a la facilité de transporter les produits vivriers sur les vélos sans aucun paiement à la douane.

III. FRAGILITE DE L'ETAT, ORDRE POLITIQUE HYBRIDE ET INITIATIVES PRIVEES DES FEMMES

L'évolution de l'histoire de la République Démocratique du Congo, sur tous les plans de la vie du pays, depuis son indépendance en 1960 et particulièrement après les années 1980 jusqu'à nos jours, donne une image d'un pays chaotique, où la population consent des sacrifices au quotidien. Les souffrances qu'elle endure renforce le sentiment d'une société livrée à l'anarchie et à elle-même.

La période d'après 1980 est caractérisée, d'une part, par l'effondrement des salaires et de paies dans le secteur public qui continue néanmoins à être le plus gros employeurs sur le principe de la privatisation informelle des services et d'autre part, par l'émergence et le renforcement de l'économie privée. Comme une partie non négligeable de la population du Nord-Kivu est employée par le secteur public, pour ne pas mourir de faim, il est nécessaire de trouver des sources de revenus autres que celles fournies par le secteur formel salarié.

On gagne sa vie en s'occupant d'un ou deux postes rémunérés et en participant à une activité quelconque informelle. Etant donné la maigreur des salaires, il peut paraître étonnant que autant des gens cherchent à travailler dans le secteur public. Ces emplois offrent de très bas salaires, mais parfois fournissent des avantages et l'occasion de faire du trafic d'influence. Ce dernier est une véritable source de revenus parallèles et existe à tous les niveaux: pour échapper aux amendes d'un policier pour des infractions imaginaires de circulation, des conducteurs doivent donner de l'argent; pour passer à un poste des militaires il faut payer quelque chose; un autre phénomène qui est en vogue aujourd'hui, à chaque passage de fonds destinés à des salariés, chacun à son niveau prélève sa part et en fin de compte le dernier à être payé n'aura rien ...

A titre humoristique, les salaires dans le secteur public, particulièrement dans l'enseignement, sont appelés SIDA (**S**alaire **I**nsignifiant **D**ifficilement **A**cquis).

Une autre alternative relativement facile à mettre en œuvre pour contrer les faibles revenus consiste à faire du commerce. Cette activité est peu à peu passée des hommes aux femmes. En effet, en temps de guerre les hommes ne pouvaient plus être commerçants parce que dès qu'ils circulaient d'une zone à l'autre pour leur négoce, ils se faisaient abattre. Les femmes par nécessité ont pris la relève; dans un premier temps, elles jouissaient en temps que mères d'un certain respect, puis les vagues des viols ont commencé. Nécessité oblige, malgré les violences subies, les femmes poursuivent leurs travaux dans ce secteur d'activités. Elles se rendent par camion dans les zones rurales, souvent sans sécurité, depuis la ville de Goma, pour acheter des vivres et les revendre à des détaillants des marchés de la ville, ou pour les envoyer à Kinshasa et ailleurs à travers le pays ou dans la sous-région. Certaines de ces commerçantes gagnent beaucoup, mais ce commerce est incertain et aléatoire. D'autres sont vendeuses détaillantes dans les marchés locaux, d'autres encore sont à la fois cultivatrices, productrices, et grossistes ou vendeuses détaillantes. Ce sont toutes ces femmes qui intéressent notre recherche.

Les difficultés liées à l'insécurité et à la guerre ont donc poussé beaucoup d'hommes au chômage, laissant la place aux femmes. Les mutations sociales, conséquence directe de la crise multidimensionnelle que traverse le pays en général et l'Est de la RDC en particulier depuis une vingtaine d'années déjà, obligent les femmes à trouver des réponses pratiques pour survivre. La population de l'Est en général et les femmes en particulier sont pauvres. Pendant notre recherche, les femmes enquêtées ont confirmé ce qui précède en ces termes:

3.1. Sur le plan politique

Elles évoquent la question sécuritaire et disent que:

- *Si la paix était prévisible, nous ferions mieux notre commerce*
- *Si seulement il pouvait y avoir un Etat fort qui nous débarrasse des bandits qui pillent nos biens, qui nous rançonnent et nous empêchent de vivre en paix*

- *Nous souffrons de la tracasserie policière et/ou militaire dans l'exercice de notre métier de vendeuses.* Le cas de tracasserie policière a été évoqué essentiellement en ville de Goma et la paie des militaires a été surtout soulevée dans les territoires de Nyiragongo et Rutshuru
- *Nous payons de multiples taxes à tout bout, en espèces et en nature, des fois sans reçu, sans rien en retour; mais pas des marchés construits, d'où nous souffrons de tous les aléas de la météo (pluie, soleil, ...)*
- *Pas de routes en beaucoup d'endroits; là où elles existent elles sont en mauvais état et donc impraticables; nous sommes fatiguées à cause de la distance qui sépare les lieux d'habitation des lieux de vente, nous parcourons des distances énormes à pied avec nos marchandises au dos pour atteindre les lieux d'approvisionnement ou de vente.* Ce cas concerne en grande partie les femmes de Masisi.
- *Nous souffrons du vol de nos récoltes;*
- *Nous souffrons du viol dans nos champs*
- *Nous souffrons de la destruction des cultures par les animaux du Parc National de Virulence⁴ (Rutshuru).*

Toutes ces réflexions montrent bien que les femmes enquêtées sont conscientes de la fragilité de l'Etat. Pourtant cette prise de conscience ne les amène pas pour le moment à une révolte constructive. Une première étape d'une future recherche action serait peut-être de leur demander pourquoi elles continuent à payer des taxes alors que l'Etat ne donne rien en retour.

⁴ Le Parc de Virunga est une réserve naturelle qui s'étend entre Goma et le nord de la province

3.2. Sur le plan économique

3.2.1. Les femmes se débrouillent ...



- À l'unanimité les femmes enquêtées parlent de la pauvreté et du manque de capitaux.
- La plupart de femmes enquêtées *louent des portions des champs pour cultiver car les femmes n'ont pas de champs propres*. Surtout à Masisi et Rutshuru
- Dans le territoire de Nyiragongo, les femmes enquêtées en grande majorité font le commerce sans capital, mais achètent à crédit les récoltes auprès des cultivateurs, hommes en général, et reviennent payer après vente
- D'autres disent « *nous empruntons le capital chez la voisine, le cousin-la cousine* »
- Ou encore empruntent la marchandise auprès des femmes grossistes
- Elles disent que *le travail des champs, pourtant fatigant, n'est pas suffisant pour faire vivre leurs familles; raison pour laquelle elles font du commerce en plus de l'agriculture pour*

subvenir aux besoins de première nécessité (manger, faire étudier leurs enfants, soins médicaux, etc.)

- Elles se plaignent de ne pas pouvoir constituer *un capital suffisant pour leur commerce*
- D'autres ne *peuvent pas épargner par peur de l'insécurité ou du vol*. Dans notre zone de recherche, en dehors de Goma il n'y a quasiment pas d'établissements bancaires et là où les banques existent, elles ne sont pas dignes de confiance. Par exemple si on place de l'argent dans une banque et qu'on souhaite le retirer, il arrive qu'elle ne dispose pas de la somme placée et qu'elle renvoie des gens en leur demandant d'attendre! En dehors de cela, la culture bancaire n'est pas l'apanage de la société congolaise en général et Nord-kivuicienne en particulier.
- *Nous choisissons le produit que nous vendons en fonction de ce que nous mangeons en famille pour l'utiliser en cas de besoin*
- Par ailleurs, la plupart des femmes disent avoir choisi de faire le commerce non pas par envie d'autonomisation, mais parce que les hommes ne peuvent pas satisfaire tous les besoins familiaux, ou tout simplement parce qu'ils n'ont rien car ils sont en chômage.
- Les femmes rencontrées disent être victimes d'une multitude de structures d'autorités en compétition, qui rançonnent les femmes vendeuses de produits agricoles.

Interrogations & pistes de recherches

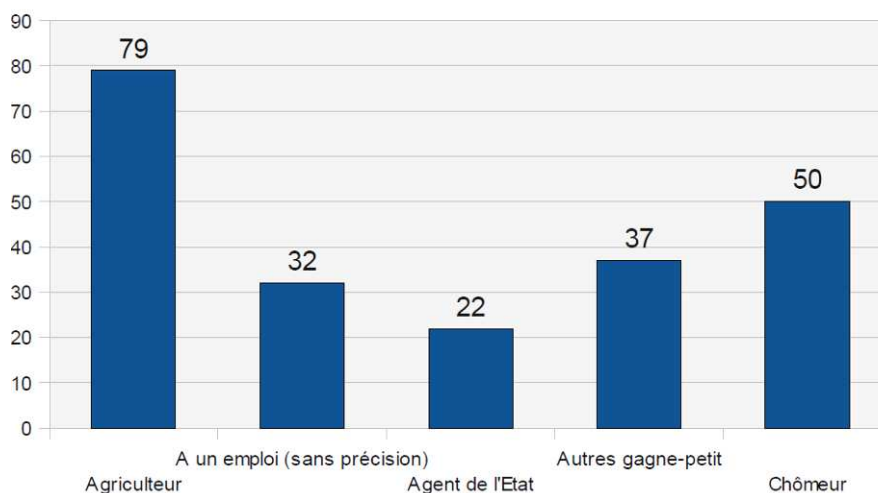
Il nous paraît pertinent de nous demander s'il est normal de prendre un capital chez le voisin ou de l'emprunter. Pourquoi ce système marche-t-il? Et comment corrélér cette pratique avec la problématique de la solidarité que nous évoquons plus loin ? Si les femmes choisissent de vendre ce qui se mange en famille c'est pour pouvoir l'utiliser en cas de besoin. Mais cette pratique est le premier indice qu'il est difficile pour les femmes d'évaluer. En effet, si elles choisissent leurs activités commerciales en fonction des besoins alimentaires de leurs familles, qu'elles puisent dans leur capital marchandise pour nourrir les leurs, leur objectif principal n'est ni la rentabilité économique, ni l'autonomisation socio-économique. C'est le réflexe de survie. Cette situation de la non-maîtrise de la compétence professionnelle est encore accentuée par le fait qu'elles auront de toutes les manières à payer toutes les taxes, et elles sont importantes comme nous le verrons, à payer.

3.2.2. ... avec ou sans revenu d'un conjoint

La population que nous avons ciblée est pauvre. Les femmes interrogées disent que leurs maris sont des: agriculteurs, manutentionnaires, débrouillards, vendeurs d'essence (dit localement Kadhafi), enseignants, policiers, militaires, agents de l'Etat, chômeurs, etc., bref des gagne-petit, soit des personnes sans revenu ou avec revenus très maigres ne permettant pas à la famille de mener une vie digne, soit des salariés sans salaire.

Pour illustrer cette réalité, voici la proportion des activités des maris des femmes enquêtées qui ont accepté de répondre à cette question:

Activité des maris sur une population de 220 femmes



A priori, la question de l'emploi du mari ne semblait pas problématique, elle a pu être abordée avec plus de 90% de femmes vivant en couple. En revanche, à y regarder de plus près on constate les métiers étonnants: nous avons par exemple 10 débrouillards. Dans la réalité des faits, les épouses qui parlent du travail de leurs maris vont plutôt trouver un titre à une activité ponctuelle ou occasionnelle, plutôt que de dire qu'il est sans travail.

En effet, la honte du mari incapable d'entretenir sa famille rejait sur la femme. Un tiers des maris sont des agriculteurs. Cependant, qui dit agriculteur dans cette région dit un homme qui défriche et laboure le champ. Les récits de vie des femmes révèlent en revanche que ce sont elles qui s'occupent de toutes les autres tâches agricoles. Il semblerait donc qu'un agriculteur ne soit pas un homme occupé à temps plein.

Par ailleurs, le travail agricole ne peut permettre de subvenir au minimum vital. En vendant sa récolte, son revenu est dérisoire face à ce qu'il doit dépenser pour obtenir tout ce qui lui est nécessaire, les produits manufacturés dont il a besoin coûtent également cher.

3.2.3. ... et malgré la multiplication des taxes...

L'Etat, et les instances para-étatiques, est présent pour percevoir les taxes (officielles ou non) mais absent lorsqu'il faut rendre les services.

S'agissant des initiatives privées des femmes dans la ville de Goma, la place du pouvoir public est visible pour délivrer les autorisations de fonctionnement à partir du notaire, la Division des Affaires Sociales et la Division du Genre. Ensuite, l'Etat joue un rôle important pour réclamer les taxes et autres redevances douanières. Les femmes parlent d'une véritable tracasserie à ces 2 niveaux. Parfois, elles reçoivent des autorisations provisoires de fonctionnement en attendant qu'elles s'organisent convenablement.

Les taxes et autres redevances douanières sont également perçues illégalement, parfois sans quittance.

Au-delà de tout cela, le pouvoir en place ne sécurise même pas ces femmes quand elles se rendent à l'intérieur pour acheter les produits. Elles ont déploré la mort de plusieurs femmes qui ont été tuées par balles sur les routes de Masisi et Rutshuru.

Pour celles qui ont des maris agents de l'Etat, elles sont mécontentes du fait que leurs maris ne sont pas payés convenablement.

En outre, il n'existe même pas un mécanisme pour encourager ces initiatives qui contribuent non seulement à renforcer les recettes de l'Etat, mais aussi à tranquilliser le climat social au sein des familles.

Le peu de revenus que les femmes gagnent mensuellement sont également partagés avec l'Etat Congolais pour le paiement des enseignants qui ne sont pas pris complètement en charge par leur employeur.

Il faut ajouter également que ces femmes sont en insécurité perpétuelle à cause de la monnaie congolaise qui n'a aucun poids sur les devises.

Chaque soir, les recettes en monnaie locale (Francs Congolais) doivent être échangées au risque de subir une dévaluation le lendemain. La masse monétaire de ces francs congolais constituent également une insécurité, les femmes déclarent qu'il est plus facile de garder un billet de 100\$ que sa valeur en francs.

Observons les taxes cumulées payées à Goma dans le secteur vivrier de janvier à mai 2010.

Tableau 1: Taxes payées pour l'entreposage des produits vivriers

Environnement	
Enquête commodo et incomodo	20\$/an
Taxe rémunératoire	70\$/an
PME⁵	
Fiche de renseignement	10\$/an
Patente	45\$/an
Permis d'ouverture de dépôt	45\$
Division de l'industrie	Taxe sur balance 20\$/an
Agriculture	
Licence d'achat des produits agricoles	50\$/an
Taxes phytosanitaires	0.2\$/sac de 100kg
Bordereau d'expédition	0.2\$/sac de 100kg/expédition
Commune	
Taxe unique	35\$/an
Gouvernorat	
Péage route 25\$/tour	
CNPR⁶	10\$/Véhicule/déchargement
ANR⁷	5\$/Véhicule/déchargement

A ces taxes s'ajoutent les taxes frontalières, qui sont certes plus minimales que celles pratiquées au Rwanda, mais qui viennent se rajouter à toutes les autres.

⁵ Petites et Moyennes Entreprises

⁶ Commission nationale pour la prévention routière

⁷ Agence Nationale de Renseignement

Tableau 2 - Taxes moyennes payées pour le transfert Goma-Gisenyi-Goma

Produit	RDC US \$ / kg	Rwanda US \$ / kg
Haricot	0,14	0,05
Sorgho	0,52	0,17
Bananes	0,57	2,65
Poireaux	0,10	0,30
Huile de palme	0,27	2,44
Choux et légumes similaires	0,28	0,23
Tomates	0,21	0,35
Oignons	0,21	0,25
Aubergines	0,18	0,17
Carottes	0,15	0,17

Tableau 3 - Taxes payées sur les produits vivriers en transit pour Bukavu au Sud-Kivu

Produits	Taxe	Qté expédiée En tonnes	Total taxes en US \$
Maïs	EAD/Province et Agriculture	1 201	12,01
Haricot	EAD/Province et Agriculture	1153	11,53
Sorgho	EAD/Province et Agriculture	384	3,84
Pomme de terre	EAD/Province et Agriculture	363	3,63
Manioc	EAD/Province et Agriculture	2427	24,27

Tableau 4 - Taxes payées sur les produits vivriers en transit pour Kisangani et Kinshasa

Produits	Taxe	Quantités expédiées en tonnes		Total taxes perçues en \$	
		Kisangani	Kinshasa	Kisangani	Kinshasa
Haricot	EAD/Province et Agriculture	305	301	3050	3010
Maïs	EAD/Province et Agriculture	-	-	-	-
Pomme de terre	EAD/Province et Agriculture	134	114	1340	1140
Oignons + ail	EAD/Province et Agriculture	9	13	860	134

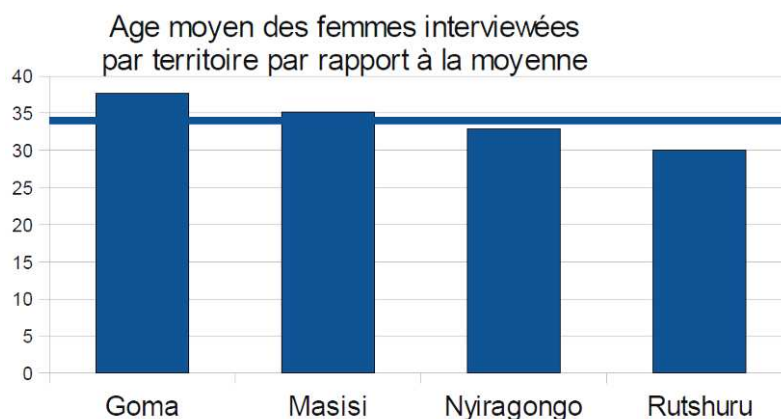
3.3. Sur le plan social

3.3.1. Famille et société

- La moyenne d'enfants par ménage est de 5,6 % par mère avec une moyenne d'âge des femmes d'environ 38 ans à Goma, 35 ans à Masisi, 33 ans à Nyiragongo et 30 ans à Rutshuru.
- Beaucoup de femmes enquêtées disent n'être pas en mesure de faire étudier leurs enfants, suite à l'insuffisance de leurs revenus.

A cela deux remarques:

- Cette moyenne est légèrement inférieure au taux de fécondité national qui est de 6.11 en 2010, selon les données de la CIA⁸.
- Les femmes rencontrées sont encore en âge de procréation.



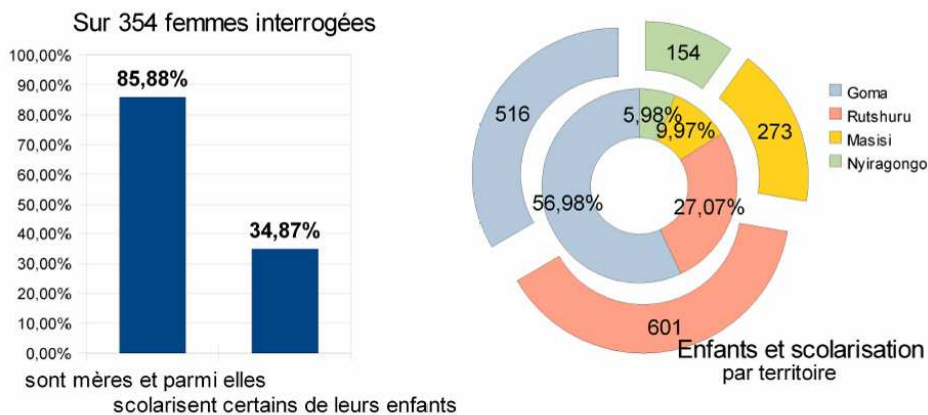
Ce qui signifie que leur seuil de pauvreté risque d'augmenter encore avec la venue d'enfants supplémentaires étant donné qu'il n'y a pas de politique de limitation des naissances.

⁸ <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2127rank.html>, consulté le 01 juin 2011.

3.3.1.1. Scolarisation des enfants

Dans les récits de vie des femmes on sent nettement qu'elles sont préoccupées par les études de leurs enfants, malgré les moyens limités. Pourtant elles continuent à faire des enfants.

- Sur 1544 enfants, seuls 351 sont scolarisés.
- Sur 86% des femmes qui ont répondu à notre question, environ 35 % seulement parviennent à scolariser leurs enfants.



Il est à souligner que l'école primaire jusqu'en troisième année, depuis la rentrée 2010-2011 est officiellement gratuite, l'Etat prenant en charge le paiement des salaires des enseignants et les frais de fonctionnement. Il est prévu que cette gratuité soit étendue à toute la scolarité primaire pour la rentrée scolaire 2011-2012. L'uniforme obligatoire et le matériel scolaire restent à la charge des parents. En réalité pour qu'un enseignant perçoive son salaire, il doit être reconnu par l'Etat ou « mécanisé » comme cela se dit localement. Or seul 20% des enseignants sont mécanisés; le 80% restant enseignant de manière régulière mais ne peuvent pas toucher leurs salaires. Ces derniers sont répartis en deux catégories: ceux qui apparaissent sur la liste, mais ne sont pas mécanisés et ceux qui ne sont pas du tout sur la liste. De plus, environ 50% seulement des établissements scolaires sont mécanisés et ce sont eux qui perçoivent les frais de

fonctionnement qui s'élèvent à 100\$ par établissement pour le premier trimestre de l'année scolaire en cours, les deux derniers trimestres de l'année qui s'achève le 02 juillet 2011 n'ont pas encore été versés.

Toutes ces raisons expliquent que les femmes ont tant de peine à scolariser leurs enfants. Et, alors que le rapport de l'UNICEF⁹ sur la situation mondiale de la scolarisation montre que celle-ci est en hausse, même si les filles continuent à être moins fortement scolarisées, notre enquête met en lumière que même les garçons ne peuvent pas systématiquement être scolarisés.

3.3.1.2. Santé

A cela s'ajoutent les soins médicaux qui sont de plus en plus chers et donc pas à la portée du simple citoyen qui se voit obligé de les payer en totalité, à fortiori les femmes qui n'accèdent pas facilement aux capitaux.

3.3.1.3. En résumé

Il ressort des interviews réalisées avec les femmes qu'elles exercent le commerce des produits vivriers pour la survie d'abord et ensuite pour avoir une occupation afin de ne pas être considérées comme des improductives. C'est surtout une lutte contre la pauvreté, avouent-elles. Plusieurs femmes ont avoué qu'elles n'ont pas étudié pour prétendre avoir un emploi et par conséquent, elles ne peuvent se contenter que du petit commerce qui n'exige pas d'avoir beaucoup de capacités intellectuelles.

Une autre motivation pour exercer cette activité pour quelques femmes, c'est le chômage de leurs maris et pour d'autres, le mauvais traitement des agents de l'Etat. Pour suppléer à ce déficit au niveau des ménages, les femmes sont obligées de se débrouiller pour soutenir la vie socio-économique de leurs familles. Il est à noter que la majorité des femmes sans capital sont des divorcées, des veuves et

⁹ <http://www.unicef.org>

les femmes des militaires qui n'ont aucun autre appui pour survivre, elles sont obligées de se ranger derrière les femmes dépositaires des produits vivriers pour tenir le coût de leurs familles.

D'autres femmes ont déclaré qu'elles ont le souci de devenir des femmes d'affaires au même titre que les hommes. C'est la catégorie des femmes qui ont un capital et qui entretiennent autour d'elles plusieurs vendeuses qui prennent des marchandises à crédit. Bref, ces femmes sont donc motivées à ce genre d'activité parce qu'elles se trouvent parfois en situation de nécessité pour plusieurs raisons notamment la situation socio-économique, la mauvaise gouvernance dont la distribution inéquitable des ressources du pays.

3.3.2. Patriarcat

Le poids du système patriarcal pèse énormément sur les femmes au Nord-Kivu. La recherche a démontré qu'il y a un ancrage extrêmement fort des traditions et peu d'évolution du bien-être des femmes pour diverses raisons:

- Les femmes interrogées révèlent que *le partage des tâches entre les hommes et les femmes est inéquitable*. Elles précisent que *les hommes labourent le champ, tandis que les femmes sèment, sarclent le champ, récoltent, commercialisent les récoltes et au retour du champ et du marché les femmes vaquent aux travaux domestiques, d'où elles se lèvent très tôt le matin et se couchent très tard le soir (généralement entre 5h00 et 22h00)*

Les femmes sont surchargées; de ce fait, elles ont le sentiment d'être abandonnées par leurs maris. Elles disent dans les récits de vie, que les maris ne les aident pas tout en affirmant de manière contradictoire que les maris peuvent les appuyer financièrement. De fait, cela signifie que d'une part quand les femmes sont malades, le commerce est arrêté et la marchandise pourrit sur place si elle n'a pas trouvé quelqu'un d'autre que le mari pour l'aider. Cela signifie d'autre part qu'il y a répartition des tâches au sein du foyer, des limitations claires des rôles, mais aucun partage des tâches. Chaque

genre doit assumer pleinement et individuellement le rôle qui lui est dévolu.

- Les femmes disent qu'elles viennent en aide non seulement à la famille nucléaire, mais aussi aux membres de la famille élargie car elles font étudier des frères et sœurs soit du mari, soit de la femme ou encore des deux et elles ont sous leur toit des proches à charge. *C'est le cas d'Espé 22 ans, mère de 2 enfants, 2 personnes à charge, mariée à un enseignant. Avec un capital de 20\$ pour son commerce, et un champ en location pour l'agriculture, elle fait étudier ses propres petites sœurs et petits frères et ceux de son mari, en plus de son ménage.*
- Gentille, quant à elle dit clairement: *ma belle-famille me respecte parce que tous ceux-là qui viennent à la maison ne rentrent jamais les mains vides.*

Selon le langage de Gentille, le respect que sa belle-famille lui accorde n'est pas gratuit, il est le résultat de ce qu'elle lui donne. Les relations avec les belles-familles sont bonnes quand les femmes prennent en charge les beaux-frères, belles-sœurs ou les beaux-parents et mauvaises quand les femmes refusent de les prendre en charge. Il est à noter que, s'il va de soi qu'une femme aide sa belle-famille, il n'est pas du tout naturel qu'elle aide sa propre famille, et bien des femmes le font en cachette.

En effet, les réalités de l'est de la RDC sont telles que, une fois la dot payée, la femme devient propriété de son mari et de sa belle-famille; par conséquent elle doit de fait travailler pour eux.

- *Je m'appelle Solange, j'ai 26 ans, je suis mariée et mère de 3 enfants qui sont tous scolarisés; actuellement je suis séparée de mon mari, je vis chez mes parents. J'ai eu un capital de 100\$, je vends des légumes. Le gain, je l'utilise pour la construction d'une maison dans la parcelle familiale (chez mes parents), à l'insu de mon mari. La mort de ma mère a été un prétexte pour que je rentre chez mes parents, mais en réalité la construction de la maison est le vrai problème à la base de la séparation avec mon mari. J'épargne dans une coopérative de la place; j'ai comme*

projets d'avenir adhérer à une association de vendeuses des légumes; achat d'une parcelle pour mes enfants et le changement d'activité (par exemple vendre les habits pour hommes, femmes et enfants).

D'autres disent:

- ma belle-famille et mon mari me respectent parce que je nourris leurs enfants et fais étudier leur fils.

C'est le cas de Madame Françoise, mère de six enfants, deux filles et quatre garçons. Elle fait l'agriculture pour la survie de la famille et est vendeuse de pommes de terre depuis dix ans, avec un capital de 31.500 frc (35 \$). Elle paye les études pour son mari et pour deux de ses enfants grâce à la ristourne. Elle fait ce commerce pour chercher de l'argent. Cette activité n'améliore pas la vie de la famille car quand les enfants et leur papa sont chassés de l'école¹⁰, elle paye les frais scolaires et n'arrive plus à acheter la nourriture. Elle fait le pied¹¹ avec le sac de pommes de terre au dos pour aller vendre au marché. Elle vend de 8h à 18h, elle se plaint de travailler dur pour subvenir aux besoins de la famille. Elle est cependant, dit-elle, **respectée par son mari car elle lui paye les études et est également respectée par sa belle-famille car elle cultive pour la survie de leurs enfants.***

Cette dernière phrase exprime bien que Françoise a intégré le fait que ses enfants biologiques appartiennent à sa belle-famille. Elle ne remet pas en question ce fondement patriarcal.

Beaucoup de femmes disent souffrir de l'ingérence de leurs belles-familles dans leurs relations avec les maris et/ou dans la gestion des biens de la famille nucléaire, ce qui fait que les relations sont tendues entre certaines femmes et leurs belles-familles. Les cas ont

¹⁰ En RD Congo, quand la famille ne s'est pas acquittée des frais scolaires, les enfants ou étudiants sont chassés de la classe jusqu'à la régularisation

¹¹ Faire le pied signifie marcher à pied. Il n'y a dans cette région pas de bêtes de somme et les marchandises sont transportées à dos de femme...

été évoqués surtout dans la ville de Goma où la liberté d'expression sur cette question est grande. Certaines femmes sont chassées par la belle-famille après le décès de leur mari parce qu'elles ont refusé d'épouser un frère du défunt comme le veulent certaines coutumes. D'autres sont maltraitées par la belle-famille pour n'avoir pas fait d'enfants¹², les veuves sont expulsées des champs familiaux après le décès de leurs maris, car disent-elles, la belle-famille affirme que le champ est patrimoine de la famille élargie. Même si la loi sur l'héritage entre époux est discriminatoire, ce qui est encore plus frappant c'est que dans les coutumes et la pratique de terrain les veuves sont de fait spoliées des biens. La conséquence concrète apparue dans les récits de vie est qu'une agricultrice qui devient veuve va se voir interdite de cultiver le champ. Ce qui la met dans des difficultés énormes. Ainsi, même si une veuve résiste à la coutume et s'accroche à rester au domicile conjugal, avec ses enfants qui restent à sa charge, elle va se trouver sans moyen de subsistance. De ce fait, d'après ce qu'elles disent les veuves préfèrent encore quitter avec leurs enfants.

Voici la manière dont les femmes perçoivent la question du respect. En effet, cette question a été régulièrement évoquée lors des entretiens et des récits de vie.

- *Je me nomme Cécile; j'ai 38 ans; je suis veuve et mère de 3 enfants (2 filles et 1 garçon). Je vends les arachides avec un capital de 150 \$. Ce dernier est le reliquat des frais funéraires de mon défunt mari. J'affecte le gain au paiement des frais scolaires des enfants, au loyer et autres charges familiales. J'ai comme projet d'avenir adhérer à une association; ouvrir un restaurant. Sur le plan social et familial, les rapports sont très tendus parce que je me suis opposée au mariage avec mon beau-frère (jeune frère de mon défunt mari). Notre tradition prévoit le remariage avec un frère, marié ou non, du mari décédé pour ne pas dilapider le patrimoine familial. Moi je suis chrétienne, il est hors de*

¹² Les récits de vie parlent uniquement de la stérilité et ne nous permettent pas de préciser si le fait de n'avoir que des filles provoque de la maltraitance de la part de la belle-famille.

question de continuer avec une telle pratique traditionnelle sans espoir pour l'avenir. Comme conséquence, les enfants ont été récupérés avec violence par les frères et sœurs de mon défunt mari et vivent sous la garde de leur grand-mère. Aucune visite chez moi ne leur est garantie.

- *Je m'appelle Irène, j'ai 25 ans, je suis mariée mais je n'ai pas encore d'enfant. Je vends des légumes avec le capital offert par mon mari. Le gain, je l'utilise pour l'épargne et la ristourne. J'ai comme projet d'avenir, intensifier mon activité, mais le blocage c'est ma belle-famille. Je vis des moments très sombres suite à la mésentente avec ma belle-famille par le fait que je n'ai pas encore donné un bébé à mon mari. Plombier de son état, mon mari se démène pour renforcer mon activité, mais je subis toujours de fortes pressions de la part de sa maman (ma belle-mère). Face à cette attitude, je suis parfois tentée d'arrêter ce commerce.*

Le respect dont jouit la femme au sein de la famille

Il est normal que quand on peut se prendre en charge et contribuer dans son ménage qu'une certaine considération soit acquise.

Il est frappant de voir que malgré la fatigue et malgré toutes les difficultés matérielles, la durée du temps de travail quotidien et la non partage de tâches comme il ressort à la fois des récits de vie et des données quantitatives ci-après, les femmes qui acceptent de répondre à la question du respect dont elles jouissent, disent ce qui suit:

- Certaines femmes interviewées disent avoir vu le respect accordé par leur mari et/ou leurs familles augmenter avec le développement de leur activité, ce qu'elles perçoivent comme un encouragement.
- % de toutes les femmes enquêtées disent être respectées par leurs enfants.

Sur 191 femmes qui ont répondu, 10 disent explicitement qu'elles ne se sentent pas respectées par leurs enfants. En revanche, 167 se sentent respectées par leurs enfants, soit 87%.

- % de toutes les femmes enquêtées se sentent respectées par leurs maris.

Sur 232 femmes interrogées, 18, soit environ 8% n'ont pas voulu répondre. 16.3% ne se sentent pas respectées et 174 femmes se sentent respectées, soit 75%.

- % des toutes les femmes enquêtées recouvrent le respect de leurs belles-familles.

154 femmes, soit 11.7% n'ont pas voulu répondre; 14% ne se sentent pas considérées; 73 % se sentent considérées.

Relations femmes-maris (couple)

Certaines femmes interrogées vivent dans l'insécurité car elles disent avoir peur que leurs maris les abandonnent après qu'ils aient les moyens, car c'est monnaie courante dans certaines zones.

Les femmes ont peur de perdre leur mari. Le témoignage de Gentille est parlant à ce sujet en disant ce qui suit: *Mon mari me respecte, surtout que c'est moi qui lui avais donné le capital pour commencer son travail de boucher. C'est depuis deux ans quand j'avais mon LIKILIMBA de 300\$. Il avait commencé avec une patte de vache, maintenant il en achète deux. Ma crainte c'est que les hommes ici, quand ils ont beaucoup d'argent ils abandonnent le « NZUNGU YA KALA» et vont chercher le « NZUNGU YA SIKA».*¹³

C'est le cas dans le territoire de Nyiragongo, de Béatrice, 30 ans, mère de 5 enfants qui vit aujourd'hui chez ses parents après qu'elle a été abandonnée par son mari. *Mariée à 16 ans, j'ai emprunté un capital de 20 \$ à mon père (remboursable en une année), pour pourvoir aux besoins de ma famille. Avec mon commerce, j'ai payé les tôles du toit pour la construction de la maison principale, puis j'ai construis une cuisine. Mon mari qui était cultivateur, a été financé par moi-même pour que d'agriculteur il puisse finalement devenir*

¹³ NZUNGU YA KALA / NZUNGU YA SIKA signifie respectivement ancienne et nouvelle marmite

cambiste. Après 7 ans de mariage, le mari lui m'a interdit l'accès à la maison dans laquelle il a enfermé tous mes effets y compris mon capital. Il m'a chassé pour épouser une femme de la ville (Goma) car moi, dit-il, une femme du village je ne suis plus de son genre.

En certains endroits, à Rutshuru par exemple, certaines femmes disent que les hommes décident de l'affectation des fonds quand bien même ce sont elles qui les ont gagnés et les gardent ou les gèrent. Citons le cas de *Élise âgée de 27ans, mariée et mère de quatre enfants (d'une fille et de trois garçons). Je suis agricultrice et fait le commerce des produits agricoles afin de payer les frais scolaires de deux de mes enfants. J'ai un capital de 2000Fc (2.2\$ USD). Mon mari est agriculteur. La relation avec son mari n'est pas bonne car quand j'ai vendu ma marchandise, mon mari m'oblige de lui donner tout l'argent que j'ai gagné et va se payer de la bière. Si je refuse de lui donner cet argent, le mari me frappe.*

La plupart des femmes interviewées à Goma disent être sous les ordres de leurs maris

Dans le territoire de Masisi, les femmes interrogées sont très réservées quant aux relations avec leurs maris. Elles parlent très peu de leurs enfants, moins encore de leurs belles-familles. Certaines ne parlent même pas de l'emploi de leurs maris. Avant d'en tirer des conclusions, nous nous sommes souvenu que l'équipe d'enquête à Masisi était exclusivement masculine. La difficulté n'est donc peut-être pas liée au fait que les femmes de cette région ne souhaitent pas parler des relations familiales, mais au fait que peut-être elles ne souhaitent pas en parler à des hommes.

Les femmes du territoire de Nyiragongo disent : *les hommes sont démissionnaires, nous gérons tout au quotidien.*

A Pole Institute, nous avons constaté à travers nos focus groupes que le niveau d'oisiveté dans cette zone est impressionnant à tel point qu'il est impérieux de creuser davantage en questionnant le rapport des forces dans le couple.

Interrogations & pistes de recherches

Notre enquête révèle pourtant que sur 280 femmes mariées ou concubines, seules 5% disent que le mari prend l'argent qu'elles ont gagné pour lui. 15% disent que le mari contrôle leurs activités et 30% aident leurs femmes financièrement. Alors que près de 50% des hommes n'ont pas d'emploi ou de revenus réguliers. Il y a une contradiction entre ce que les femmes perçoivent de la réalité de leur autonomie économique et de leur pouvoir de décision, qu'elles donnent à entendre à travers les récits de vie, et les réponses qu'elles donnent aux questionnaires directs. Ceci nous amène à dire qu'il serait important d'arriver à savoir si dans le questionnaire direct les femmes couvrent leurs maris et enjolivent la réalité, si la réalité est bien telle qu'elles l'indiquent en réponse directe au questionnaire, auquel cas il faudrait comprendre la raison de leurs perceptions subjectives; ou alors tenter de comprendre si les femmes ne font aucune relation entre leurs deux affirmations, ce qui nous obligerait de travailler sur leur niveau de conscience.

- J'utilise mon mari pour le transport des récoltes. C'est l'histoire de Léonie, 27 ans, mère de 7 enfants (4 filles et 3 garçons), l'aîné a 14 ans, le dernier 6 mois. Elle a 3 enfants sous tutelle (d'une tante morte). Elle dit ce qui suit : Je vends les choux depuis 20 ans, j'achète des champs et ensuite je vends. Un champ pouvant produire 32 sacs coûte 20\$, celui de 15 sacs coûte 10\$. J'achète 2 champs de choux¹⁴ par mois. C'est seulement après avoir tout récolté que je constate que j'ai bénéficié ou perdu. Le capital est un emprunt et je paie progressivement. Je garde mon capital et je paie les frais scolaires. Mon mari n'intervient que dans le transport, sur 10 sacs je lui paie 7 sacs, c'est son argent il en fait ce qu'il veut. Je suis présidente de l'association des mamans vendeuses des choux, organisation informelle, dont je suis membre. Notre souci étant d'améliorer notre commerce, toutes ces mamans et la communauté me respectent au marché et au village.

¹⁴ Les deux champs des choux sont, non des terres qui vont restés une propriété de l'acheteur, mais des choux plantés prêt à être récolté que les femmes achètent pour les revendre aux marchés.

A partir de ce récit nous retrouvons toutes les questions que nous posions ci-dessus à savoir: quelle est la conscience effective que Léonie a de sa situation au sein de sa famille? Quelle est la conscience réelle qu'elle a par rapport à l'investissement en temps, en énergie et en autonomie financière? Son récit est plein de contradictions qui peuvent signifier que par moment elle tente d'enjoliver sa réalité, mais qui peuvent tout aussi bien indiquer qu'elle n'est pas en mesure d'analyser sa réalité. Dans son cas, cette interrogation est d'autant pertinente qu'elle semble occuper dans sa communauté une fonction de leader. Il faudrait tenter avec elle et d'autres mamans qui ont des discours semblables de cerner leur niveau de conscience effectif de la réalité. Il faudrait tenter de décrire également dans quelle mesure Léonie et ses collègues savent très bien ce qu'il en est, mais font les compromis nécessaires pour avoir la paix et/ou un espace de liberté.

- Les hommes gaspillent l'argent dans la boisson, y compris les salaires rétribués par nous.

D'autres disent : « Mon mari est polygame (ou encore) il fait les tours des femmes pour laisser une grossesse, sans rien apporter dans le (s) ménage (s). » C'est l'histoire de Xaverine, 36 ans, mariée, mais abandonnée par son mari lui laissant 8 enfants, dont 4 sont décédés : « Je vends les choux depuis 10 ans, j'ai choisi cet article parce que j'ai des connaissances qui peuvent m'en donner à crédit et j'ai de l'expérience. C'est de mon commerce que j'ai construit ma maison en argile. Mon mari s'en va, je l'accuse en famille, il revient pour une semaine et me laisse une grossesse. Je me débrouille seule et le mari ne fait absolument rien. Je cultive le champ donné par mon beau-père. Avec le bénéfice j'achète aussi les habits, mais il n'est pas suffisant. Je gère indépendamment mon argent. »

La polygamie n'est pas réservée au musulman. Traditionnellement un homme pouvait chercher d'autres épouses si la première ne lui avait pas donné d'enfants garçons. Par ailleurs, avoir de nombreuses épouses était un signe de vitalité et de virilité. Même si la loi interdit aujourd'hui la polygamie, de fait, la loi sur l'adultère pénalise toujours la femme, mais ne reconnaît l'adultère masculin que

lorsqu'il a un caractère injurieux. Ainsi les hommes peuvent continuer à faire les tours des « épouses ».

Certaines femmes font preuve des comportements traditionnellement attribués aux hommes tel que la prise des décisions non concertées, la duplicité, le refus de partager les informations en particulier économique au sein du couple.. . Dans la ville de Goma, il y a beaucoup de malignité et un jeu de cache-cache entre les femmes et leurs maris, mais aussi beaucoup plus de divorces et de femmes qui décident de vivre seules.

Maternités infinies

En comparant l'âge des mamans au nombre d'enfants, nous constatons que les filles se marient jeunes, elles ont beaucoup d'enfants à moins de 30 ans. C'est le cas parmi plusieurs de *Bandu qui a 7 enfants à 25 ans et de Furaha qui a 5 enfants à 22 ans. Cette dernière s'est mariée à 11 ans.*

47% de femmes n'ont pas mentionné leurs études ou n'ont pas dépassé le niveau primaire.

Le mariage précoce est un frein au développement des jeunes femmes. Tant que les femmes se marieront jeunes, elles n'auront jamais la chance de faire des études, n'auront pas d'opportunités de se prendre en charge correctement et par conséquent seront toujours sous l'emprise des hommes.

Interrogations & pistes de recherches

En ce qui concerne les enfants, il serait intéressant de savoir à quel nombre d'enfants les femmes voudraient s'arrêter, quel est leur seuil de "stop". Ce seuil existe-t-il?

Et quels sont les risques sur le plan social et familial, mais aussi sur le plan psychologique, que prend une femme qui refuse de continuer à faire des enfants?

Dans un environnement patriarcal, quelle est la part de réelle marginalisation et quelle est la part de peur de la marginalisation à vaincre dans ce cas?

Enfin, quel est le regard des hommes sur le fait d'avoir de nombreux enfants? En quoi l'image masculine serait-elle affectée par un contrôle des naissances?

3.3.3. Masculinité

Il est vrai que nous manquons d'éléments pour comprendre la *masculinité*, pour déterminer l'expression de la masculinité dans cette région sans risque de nous tromper, d'une part parce que les femmes enquêtées n'ont pas suffisamment fait allusion aux comportements de leurs maris pour que nous en tirions des conclusions, d'autre part parce que nous n'avons pas interrogé les hommes.

Cependant, notre compréhension du terrain nous fait dire que la situation sociale des hommes a un impact important sur la masculinité. Au Nord-Kivu, les perceptions des différences sociales entre les hommes et les femmes ont un impact immédiat sur la masculinité. L'homme est considéré comme le chef de famille et le principal gagne-pain; la femme est considérée comme la nourricière qui s'occupe de sa famille. Pourtant les réalités sur terrain ont changé depuis deux décennies: l'homme qui, jadis, avait la fierté de produire des moyens lui permettant de subvenir à tous les besoins de la famille au sens large du terme, se trouve, aujourd'hui, dans l'incapacité de faire face aux exigences quotidiennes de la vie. La femme qui attendait tout de son mari est obligée de se démener et pour ses besoins personnels et pour les besoins de toute la famille, soit pour seconder son mari, soit pour tout simplement le faire à sa

place. *La masculinité* de l'homme s'en trouve blessée. En même temps le déséquilibre dans le partage des tâches et des charges familiales entre les hommes et les femmes s'est creusé en défaveur des femmes, qui ne sont plus nourricières seulement, mais aussi gagne-pain. Cette nouvelle situation a une incidence négative sur l'épanouissement des femmes, mais aussi sur les hommes et donc sur la relation avec la famille élargie et en conséquence directe sur la relation du couple.

Interrogations & pistes de recherches

Les programmes d'accompagnement pour les femmes sont nombreux à l'Est du Congo, mais nous nous demandons dans quelle mesure il ne serait pas urgent d'écouter les hommes et de les accompagner pour travailler sur leur masculinité.

Les enquêteurs qui ont travaillé avec nous nous ont partagé pendant le dépouillement, combien ils étaient affectés par la transformation des rôles, combien ils se sentaient peu écoutés et peu outillés pour se faire entendre et respectés dans leurs dignités. Toutes les ONG qui travaillent sur la question du genre, l'abordent sous l'angle des femmes.

Par ailleurs, l'image des genres en dehors du Congo telle qu'elle nous est renvoyée montre des hommes tous bourreaux et des femmes toutes victimes. S'il est vrai que les coutumes et le patriarcat sont très ancrés et agissants dans la vie, et s'il est vrai que les violences liées au genre ont eu des effets terribles ces 20 années passées, il nous paraît important aussi de faire connaître au public international à la fois les défis et la créativité dont les habitants de notre province font preuve pour trouver de nouveaux repères dans une société contrainte de vivre une mutation sociale majeure dans un espace-temps restreint. L'adaptation à la mutation sociale est en cours, mais il est évident qu'elle est loin d'être achevée ni chez les femmes ni chez les hommes.

Nous tenons à partager avec les lecteurs un exemple remarquable, mais qui sans doute n'est pas isolé d'une transformation sociale liée certes au leadership d'une femme, mais appuyée par des hommes. Il serait important de relever recenser les transformations mutuelles entre genres dans notre province.

Madame Solange 37 ans, mère de deux enfants (1 garçon et une fille), professionnelle de sexe de son état. Elle exerce ce métier depuis plusieurs années. Avec un montant de 200\$ USD reçu de la part de l'un de ses amants, elle vend des légumes dans un marché informel de la place, et vit sous le toit parental où elle prend toute la famille en charge, alors que ses frères ne font absolument rien pour venir en aide aux parents. Habituellement, les femmes de ce «genre» n'ont pas une bonne réputation dans la société du Nord-Kivu (à tort ou à raison), sous prétexte qu'elles indisposent tout le monde par leur comportement. S'agissant de madame Solange, elle est appréciée d'abord par ses parents, ensuite par ses voisins, si bien que les autorités publiques lui ont confié la responsabilité (gestion) d'une entité locale (10 ménages); Elle est Nyumbakumi fonction confiée depuis toujours aux hommes. Cela lui vaut estime et confiance de la part de ses administrés.

IV. LE LEADERSHIP DES FEMMES

Pour arriver à cerner le potentiel de leadership ou son efficacité ou son efficacité des femmes au Nord-Kivu, nous sommes parties des questions qui devraient nous permettre d'identifier leurs capacités à être autonomes, à se constituer un capital; leur appartenance à un groupe de solidarité, etc. Leur capacité à décrire leur vie et si possible à l'analyser, leur faculté à envisager un avenir, leur rapport aux autres, etc ...

Actives à tout âge

L'intervalle d'âge où les femmes font le commerce des produits agricoles va de 16 à 70 ans. Nous constatons que les commerçantes très âgées se retrouvent en ville de Goma. A cela plusieurs explications:

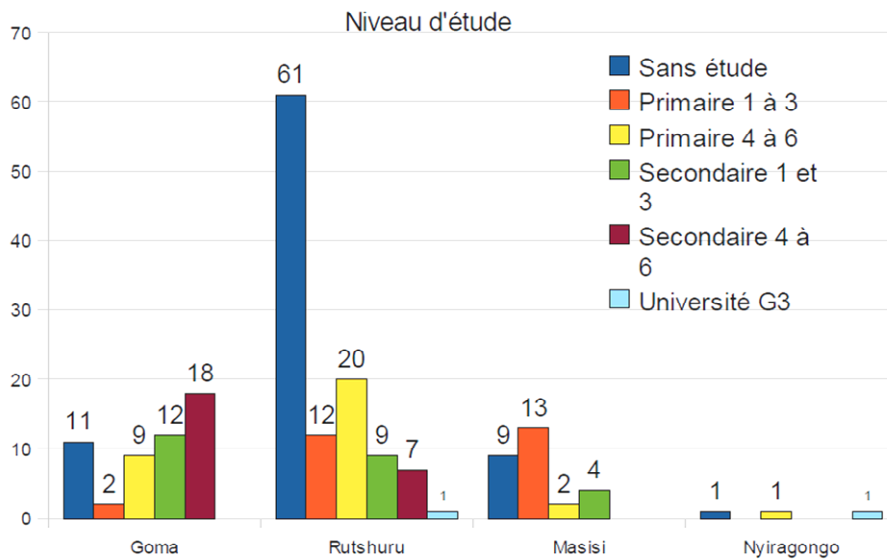
- on se conserve mieux en ville
- le trajet pour aller au marché est réduit par rapport aux villages où les femmes doivent parcourir de longues distances.
- En ville, les femmes vendent devant leurs maisons ou dans les marchés proches.
- De plus, Goma n'a pas beaucoup de salariés, tout le monde travaille à tout âge pour survivre.
- Il n'y a pas des champs dans la ville de Goma,
- Il faut donc vivre autrement pour compenser le déficit de salaire.

Disons en passant que dans les territoires ciblés autres que la ville de Goma, les enquêtrices et enquêteurs nous ont signalé que les femmes paraissaient plus vieilles qu'elles ne le disaient. Il est certain que les travaux physiques très lourds et les maternités à répétition doivent contribuer à laisser leurs empreintes sur les corps des femmes. Mais, nous avons regretté de ne pas avoir complété la question de l'âge par un repère historique qui nous aurait permis de

savoir un peu plus précisément si les femmes connaissent réellement leur âge. En effet, dans certains récits nous avons décelé des incohérences à ce sujet.

Niveau d'étude

Les femmes enquêtées sont en majorité des analphabètes comme illustré par le graphique ci-dessous. Sur 191 femmes qui ont répondu, 82 sont sans niveau d'étude, 27 ont étudié de la première année jusqu'en 3^{ème} primaire, 32 ont fréquenté l'école de la 4^{ème} jusqu'en 6^{ème} primaire.



Nous nous interrogeons sur le fait que Rutshuru compte beaucoup de femmes analphabètes ou qui n'ont pas fini l'école primaire. En effet, le territoire de Rutshuru est perçu comme une zone de forte éducation depuis longtemps parce que les premières écoles ont été implantées dans cette partie du Nord-Kivu par les missionnaires catholiques. Le degré d'éducation a été largement supérieur aux autres zones par exemple par rapport à Masisi qui n'a vu une première école que tout récemment.

Il est vraisemblable que cette réalité de la progression de l'analphabétisme est la conséquence des guerres à répétition. Par contre c'est normal qu'il y ait plus des femmes qui ont fréquenté le secondaire dans la ville de Goma. Le fait qu'il n'y ait pas des tendances parlant à Nyiragongo est lié à la petitesse de l'échantillon.

4.1. Compétences des femmes dans l'agrocommercial ré-enquête 2010, Goma

4.1.1. Source du capital

Dans son enquête en ville de Goma, en 2010, notre collègue chercheur relevait les points suivants:

« Les différentes réponses des femmes au sujet de leur capital est de 3 sources :

- **Fonds propres** : de l'argent acquis pour les économies du ménage ou du don d'un des membres de la famille.
- **Crédit** : il s'agit des fonds empruntés dans une coopérative soit auprès d'une tierce personne, auprès de l'organisation « Bas-Peuple » qui accorde des crédits rotatifs à ses membres.
- **Emprunts auprès d'autres vendeuses** : une catégorie des vendeuses emprunte de l'argent auprès d'autres vendeuses, c'est la catégorie des femmes sans capital et qui remboursent avec intérêt suivant la convention. Cet intérêt varie entre 5 et 10\$ par semaine pour un montant de 100\$. Ce genre de financement court beaucoup de risques, ont-elles indiqué. C'est par contrainte qu'elles le font et elles ne sont pas nombreuses qui travaillent dans ces conditions. »

Il ajoutait:

Les femmes changent des produits agricoles à commercer quand elles veulent et/ou quand elles trouvent le marché favorable pour tel ou tel produit.

Pour chaque produit, les femmes sans capital sont plus nombreuses que celles qui en ont. Cela prouve qu'il s'agit d'un circuit informel des femmes qui travaillent sans aucun capital et qui font vivre des milliers de familles dans ce système.

Les femmes non structurées qui font le trafic entre Goma et Bukavu et les vendeuses de la tomate entre Goma et Gisenyi, ne sont pas prises en compte faute d'organisation qui les encadre, pourtant elles détiennent chacune un capital.

Selon ses sources¹⁵, les financements et capitaux des femmes rencontrées à Goma en 2010 se décrivent comme suit:

Secteur	Nombre de femmes	Estimation du capital	Moyenne	Total	Source de financement
Manioc	30	500 et 1500\$	1000\$	30000\$	Personnelle
Haricot	198	700 et 2000\$	1350\$	267300\$	Personnelle Bas-Peuple
Maïs	89	400 et 1200\$	800\$	71200\$	Personnelle
Pomme de terre	84	450 et 1000\$	725\$	60900\$	Personnelle Bas-Peuple
Sorgho	76	350 et 700\$	525\$	39900\$	Personnelle
Huile de palme	50	100 et 500\$	750\$	37500\$	Personnelle
Oignons + haïs	10	150 et 800\$	375\$	3750\$	Personnelle
Riz	2	300 et 1400\$	850\$	1700\$	Personnelle

Et de commenter:

- Les femmes sont allergiques à dévoiler leur capital, c'est un secret professionnel, disent-elles. Toutefois, les associations qui les encadrent ont une idée sur la quantité que manipule chaque femme ;
- Le capital total des femmes en provenance de Bukavu n'est pas connu car elles travaillent d'une manière dispersée, il en est de même pour les vendeuses des tomates ;

¹⁵ ADVEV, Bas-Peuple, AVEUPA, COFENOKI/AVEPAD

- La commercialisation du riz en provenance de l'intérieur (Lubero, Beni et Rutshuru) pose également problème car le marché est inondé par le riz importé et vendu dans diverses boutiques et magasins ;
- La source de financement pour le haricot et la pomme de terre provient en grande partie de Bas-Peuple qui donne facilement un crédit à ses membres qui remboursent juste après la vente. Il s'agit d'un crédit rotatif qui varie entre 200 et 500\$;
- Dans ce tableau, le manioc n'est pas considéré parce que ce sont les femmes de Bukavu qui ne sont pas organisées en associations qui le manipule à grande échelle, et qu'elles n'ont pas été prises en compte.

Estimation du profit mensuel des femmes par produits vivriers

Secteur	Nbre de femmes	Capital moyen	Prix d'achat/100kg	Quantité achetée/T	Prix de vente/100kg	Total	Dépense mensuelle	Profit mensuel /femme
Manioc	30	30000\$	22\$	1,36T	35\$	47600\$	1360\$	541\$
Haricot	198	267300\$	30\$	8,91T	50\$	445500\$	8910\$	855\$
Maïs	89	71200\$	22\$	32,36T	34\$	110024\$	1100\$	423\$
Pomme de terre	84	60900\$	36\$	16,91T	45\$	76095\$	1691\$	160\$
Sorgho	76	39900\$	26\$	15,34T	35\$	53690\$	1534\$	161\$
Huile de palme	550	37500\$	0,5\$	6,25T	10\$/100kg	62500\$	6250\$	375\$
Oignons + Ail	10	3750\$	0,5\$	7,50T	1\$/100kg	7500\$	750\$	300
Riz	2	1700\$	65\$	261kg	90\$	2349\$	261\$	194

Source : ADEVEVI, BAS-PEUPLE, COFENOKI/AVEPAD, AVEUPA et Interviews des femmes.

Selon notre collègue, il ressort de ces statistiques que le haricot a plus d'intérêt, suivi respectivement du manioc, du maïs, de l'huile de palme et les autres produits suivent. Aussi les femmes se positionnent-elles dans chaque secteur en fonction de l'intérêt qu'elles y gagnent mensuellement.

Taux de participation et intérêt des femmes dans le commerce informel par secteur

Secteur	Nbre de femmes dépendantes	Quantité vendue/jour	Prix d'achat /100kg	Prix de vente/ 100kg	Intérêt/femme
Manioc	330	800kg	33\$	35\$	4,8\$
Haricot	652	1000 kg	48\$	50\$	3\$
Maïs	324	630 kg	32\$	34\$	3,8\$
Pomme de terre	312	329 kg	43\$	45\$	2\$
Sorgho	112	180 kg	33\$	35\$	3,2\$
Huile de palme	150	1000 kg	0,8\$	1,2\$	1,6\$
Oignons + haïs	61	400 kg	0,8\$	1\$	1,3\$
Riz	16	30 kg	88\$	90\$	3,7\$

Source : ADEVEVI, BAS-PEUPLE, AVEUPA, COFENOKI/AVEPAD et Interviews des femmes.

Cet échantillon, selon Primo-Pascal Rudahigwa, permet de comprendre que les femmes sans capital et qui vivent aux dépens d'autres femmes sont plus nombreuses dans tous les secteurs. Leur revenu journalier varie entre 1 et 4 dollars par jour. Ces femmes constituent selon ces chiffres, le grand nombre des femmes qui sont dans le circuit informel de commercialisation des produits vivriers. Elles ne paient aucune taxe car elles vendent au compte d'autres femmes qui sont en règle avec l'Etat.

Enquête 2011

Les femmes disent:

- *Nous vivons des produits de nos champs et faisons la commercialisation des récoltes, d'où provient d'ailleurs le capital pour notre commerce.* Ceci a été évoqué surtout par les femmes du territoire de Masisi

- *Nous achetons des cultures dans les champs¹⁶, à crédit, auprès des propriétaires, qui sont en général des hommes, car les femmes n'ont pas de champs. Après la récolte et la vente, nous revenons payer. Quant il y a perte nous signons une décharge et allons cultiver pour une tierce personne pour pouvoir payer la dette, ou acheter un autre champ de cultures à vendre, à nos risques et périls. C'est le cas dans le territoire de Nyiragongo*
- *Nous empruntons la marchandise aux grossistes¹⁷ et payons après vente*
- *J'ai emprunté le capital auprès du voisin.
Un membre de famille m'a prêté le capital que je vais rembourser dans une année. Mon mari m'a donné le capital, je ne rembourse rien.
J'ai eu un don d'un bienfaiteur et j'ai commencé mon commerce.*
- *J'ai constitué une épargne progressivement par une caisse cachée à l'insu du mari. C'est l'histoire de Kavira: j'ai 32 ans; je suis mariée et mère de 6 enfants, 4 garçons et 2 filles. Mon mari est motard, il a un faible revenu. J'ai eu comme activité initiale la vente des poissons salés. Après faillite j'ai réorienté mon activité vers les légumes (sombe*) et les arachides. Le capital initiale était de 100\$ provenu des reliquats sur la ration alimentaire, j'ai constitué progressivement une caisse à l'insu de mon mari. Avec le gain j'ai acheté une parcelle, mais celle-ci m'a été escroquée. Les relations son tendues en famille compte tenu de mon apport élevé par rapport à celui de mon mari. Je n'ai pas de projets d'avenir, mon épargne a été escroquée par la micro-finance DUTCH.*

Les femmes utilisent les moyens à leur disposition pour trouver le capital ou usent de leurs capacités de négociation et des relations qu'elles tissent afin de faire du commerce. Elles sont déterminées à

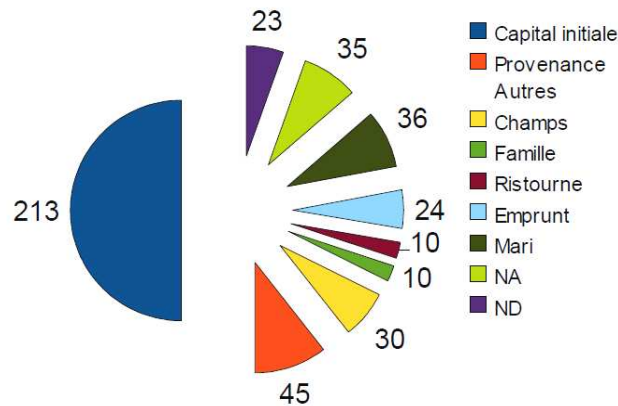
¹⁶ Les femmes parlent souvent de « acheter un champ ». En réalité ce qu'elles achètent ce sont les cultures sur pied prêtes à être récoltées.

¹⁷ Emprunter la marchandise signifie de fait la prendre à crédit.

accéder aux finances pour faire face aux besoins quotidiens et faire vivre leurs familles.

La représentation graphique nous permet de mieux comprendre le savoir-faire des femmes et comment elles se débrouillent pour commencer le commerce.

Origine capital population enquêtée

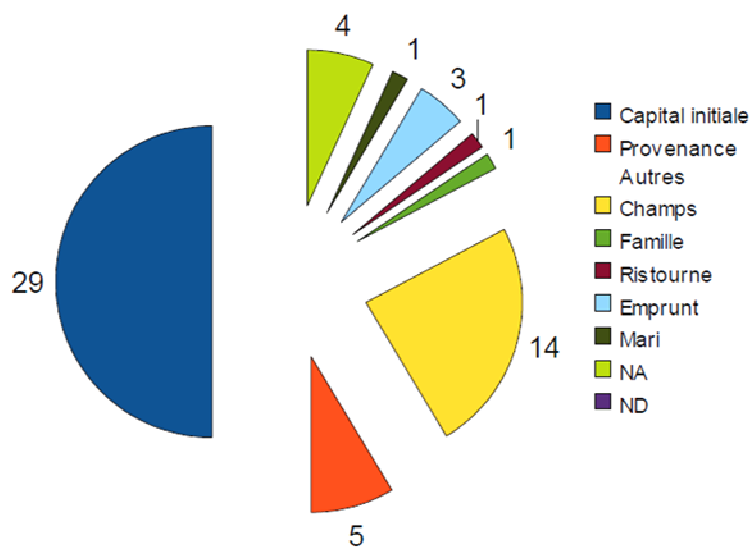


35 femmes sur 213, qui ont dit avoir eu un capital initial, n'ont pas voulu révéler l'origine de leur capital. 36 l'ont obtenu de leur mari, 30 du champ, 45 de dons (provenance autres), 24 par l'emprunt, 10 de la famille élargie et 10 de LIKILIMBA* (qui est une épargne adoptée par les femmes et qui marche bien localement). Un pourcentage important provient de dons. Cette réalité nous interroge parce que ces dons peuvent provenir d'un membre de la famille élargie de la femme et donc être l'expression de la solidarité africaine, mais d'autres dons proviennent par exemple de gestes de charité de la part des communautés religieuses. Quoi qu'il en soit, la proportion des femmes qui ont pu commencer leur activité grâce à un don est suffisamment élevée pour nous faire interroger sur les capacités de ces femmes à se débrouiller autrement et à monter un commerce sans être dépendantes d'une éventuelle donation. L'autre question qui nous préoccupe et qui nous pousse pour le moins à mettre en question la capacité des femmes à gérer leur commerce, c'est le fait que 11% des femmes tirent leur capital de l'emprunt, mais surtout

que presque toutes parlent de l'emprunt en cascade, et de plus il s'agit d'emprunt à très court terme.

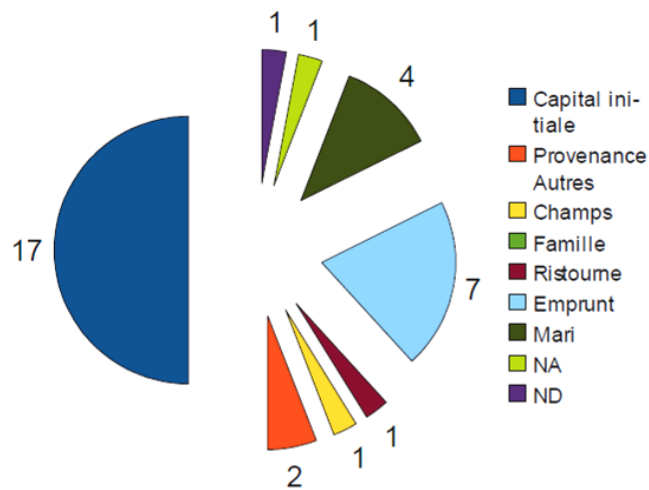
De ce fait, il semble bien que, au moins pour ces femmes-là, elles n'aient pas de stratégies d'investissement ou de rentabilisation, mais qu'elles courent après des moyens. Ça veut dire qu'elles sont compétentes pour produire de l'argent par rapport aux besoins immédiats, mais qu'elles n'ont pas une démarche professionnelle. Et c'est bien là l'une des difficultés majeures inhérentes au secteur informel. La question qui se pose est donc de savoir si le leadership féminin n'est pas fondamentalement incompatible avec le secteur informel.

Origine du capital Masisi



Sur 29 femmes qui ont eu un capital initial dans le territoire de Masisi, 14 l'ont obtenu du champ, soit 48,28%, 5 femmes ont obtenu le capital de dons (provenance autres), 3 femmes se sont empruntées et 1 mari seulement a donné le capital. Le champ est l'unique source sûre du capital pour les femmes de Masisi. Notons que 4 femmes n'ont pas voulu révéler l'origine du capital initial.

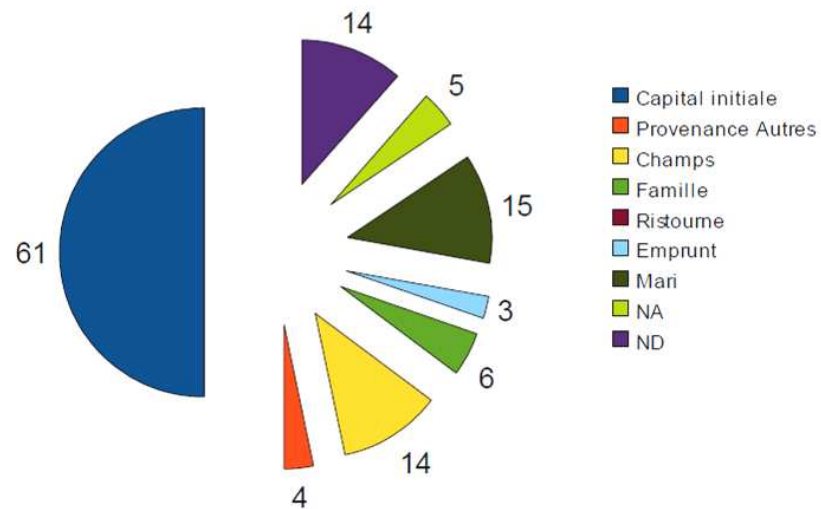
Origine capital Nyiragongo



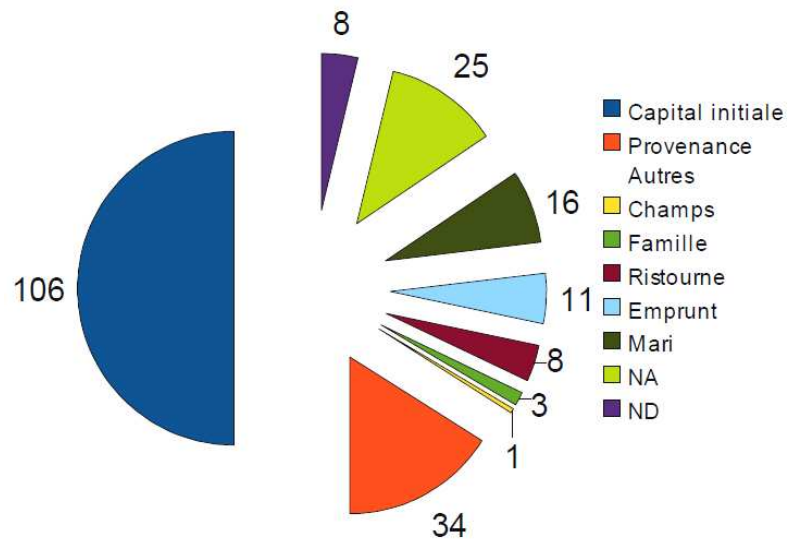
Dans le territoire de Nyiragongo, les femmes font le commerce sur la base d'un capital emprunté, soit 7 femmes sur 17 qui ont eu un capital initial; 4 maris ont donné le capital et 2 femmes ont eu un don d'un proche.

Sur 61 femmes qui ont un capital initial à Rutshuru, 15 l'ont obtenu de leur mari, 14 l'ont tiré du champ et 6 l'ont eu de leurs familles. Dans cette zone, les hommes viennent en aide financièrement à leurs femmes. 5 femmes se sont abstenues de répondre à cette question.

Origine capital échantillon Rutshuru



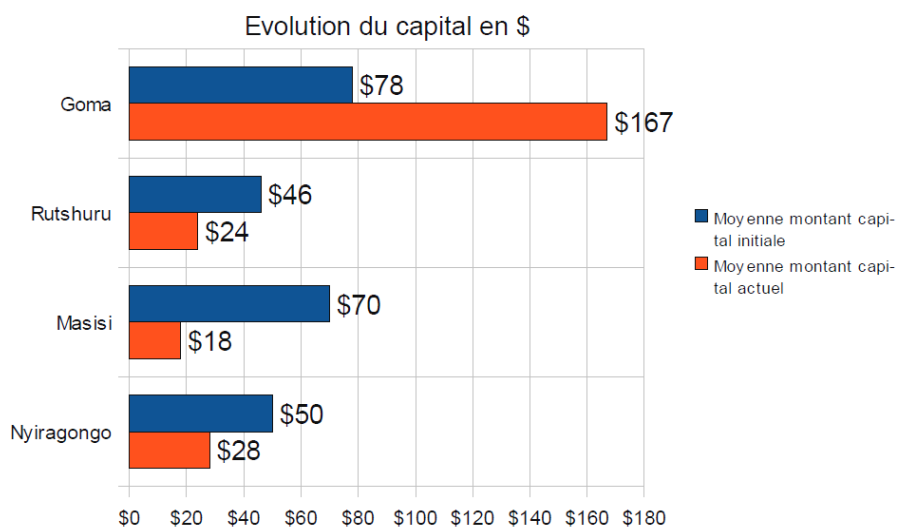
Origine capital échantillon Goma



Dans la ville de Goma, 25 femmes sur 106 n'ont pas voulu répondre à la question d'origine du capital. 16 maris seulement ont donné le capital à leurs femmes, 11 femmes se sont empruntés et 34 ont eu le capital d'autres provenances (d'un amant, d'une caisse cachée, d'un bienfaiteur, etc.)

Conscience du gain

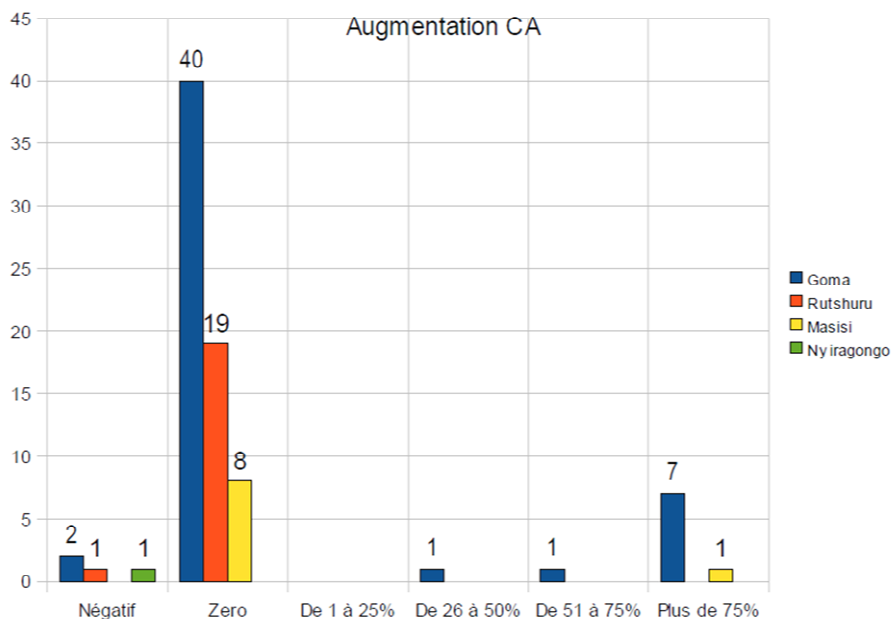
Certaines femmes nous ont confié que de fois elles perdent et sont obligées de reconstituer le capital; d'autres parviennent à maintenir stable le capital et d'autres encore réalisent des bénéfices comme schématisé ci-dessous:



Si les femmes interrogées ont témoigné qu'elles utilisent leurs marchandises pour manger en cas de besoin, ceci n'est pas étonnant car la moyenne du capital initial varie entre 46 \$ et 78\$ tandis que le capital actuel varie entre 18 \$ et 167\$. Dans un cas comme dans l'autre le capital est insignifiant comparativement aux charges familiales des femmes.

Il va de soi donc que le capital initial investi va en décroissant. Dans la ville de Goma, le capital est croissant parce que les femmes ont plus d'opportunités et plus de clientèles que dans la campagne; en plus à Goma se trouve le plus grand nombre de femmes qui ont un certain niveau d'études (secondaire) qui leur permet de mieux faire le commerce. A Masisi, il y a un grand nombre de femmes qui n'ont pas dépassé le niveau de troisième primaire.

Ce qui peut justifier en partie l'incapacité à bien gérer son capital. C'est ici aussi que la plupart de femmes ont dit qu'elles mangeaient sur les marchandises.



Certaines femmes, comme nous le constatons, sont dans le négatif. Tandis qu'à Goma beaucoup des femmes parviennent à maintenir leur capital, suivi de Rutshuru. La croissance est visible à Goma dans l'intervalle de plus de 75% et d'un petit nombre à Masisi. Par contre les femmes de Nyiragongo se retrouvent dans l'intervalle du négatif seulement. Ce qui est compréhensible vu leur méthode de commercer.

Cependant nous pouvons apprécier le savoir-faire des femmes de la zone couverte par notre recherche, parce qu'elles endurent et ne se lassent pas, malgré la stagnation du capital.

Dans le territoire de Masisi, depuis 20 ans, la zone est sujet de concentration des déplacés dépourvus de champ, d'où le développement d'une autre manière de vivre. Dans la ville de Goma et ailleurs il faut compenser le déficit de salaires.

Affectation du gain

Les femmes répondent plus facilement à la question sur quoi elles utilisent leurs bénéfices, étant donné que nous n'avons rien que 8% de non réponse.

En effet,

- 35% des femmes affectent les bénéfices à l'éducation des enfants, dont 13% à Goma, 7% à Rutshuru, 9% à Masisi et 5% à Nyiragongo.
- 73% de toute la population enquêtée réaffecte les bénéfices à la nourriture, soit 59% à Goma, 78% à Rutshuru, 62% à Masisi, et 63% à Nyiragongo.
- 27% consacrent le gain à la santé, dont environ 57% à Nyiragongo (19/30), 40% à Masisi, 15.5% à Rutshuru et 30% à Goma.

Les femmes de Rutshuru consacrent plus des moyens à la nourriture et moins à la santé comparativement à d'autres territoires. Plusieurs hypothèses sont possibles:

- L'alimentation est une priorité absolue pour elles, d'où moins de cas de maladie car la famille est bien nourrie
- Elles ont moins besoin d'argent pour la santé parce que les maris prennent en charge cette dépense
- La pauvreté est telle qu'elles ne peuvent pas se préoccuper de la santé

Seule une recherche plus poussée pourrait nous permettre de comprendre cette réalité.

Notre collègue constatait lui aussi en 2010 sur Goma :

« Les femmes qui détiennent un capital disent que le bénéfice est destiné à de grands projets de construction ou la scolarisation des enfants. Quelques femmes vivent et

prennent seules la charge de toute la famille. Les autres femmes sans capital ne cherchent qu'à gagner quelque chose pour la survie journalière des enfants.

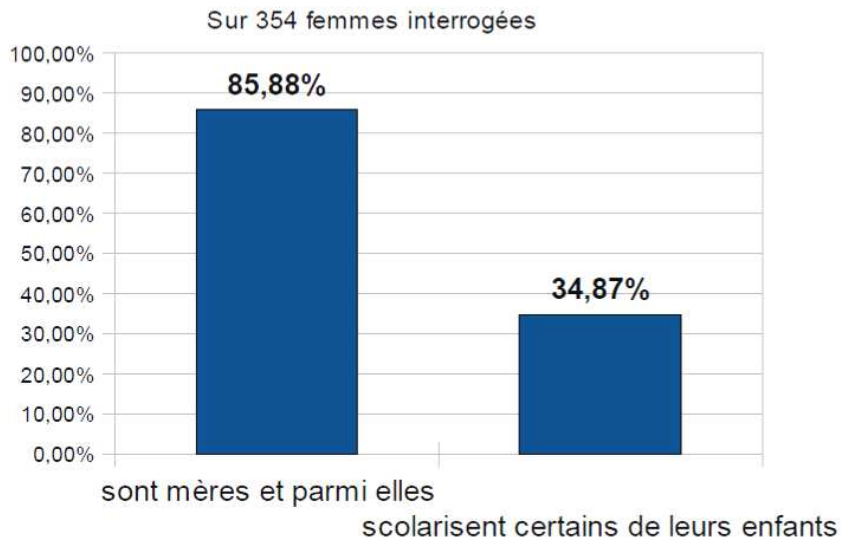
Il ressort de la grande partie des interviews que la notion d'épargne n'existe pas. Ces femmes ont peur de mettre l'argent dans les coopératives pour 3 raisons à savoir :

- Manque de confiance (crise financière mondiale et escroquerie par la Banque Dutch) ;
- Emprunts à caractère tribal (ne peut avoir un emprunt que celui qui appartient à la tribu du gérant de la coopérative, etc.) ;
- Les guerres et les catastrophes naturelles (volcan et incendie).

Elles préfèrent plutôt épargner par le système de LIKILIMBA (Ristourne) qui constitue également une solidarité entre elles. Elles ont plus confiance entre elles-mêmes qu'à la coopérative, parce qu'elles se connaissent toutes et savent ce qu'elles gagnent journalièrement et mensuellement. »

Capacité des femmes à scolariser leurs enfants

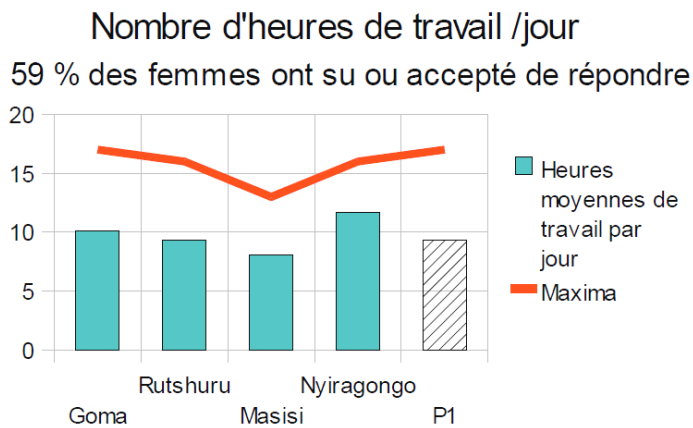
Les récits de vie des femmes prouvent à suffisance qu'elles ont le souci de scolariser leurs enfants, quand bien même elles n'ont pas suffisamment de moyens pour y parvenir.



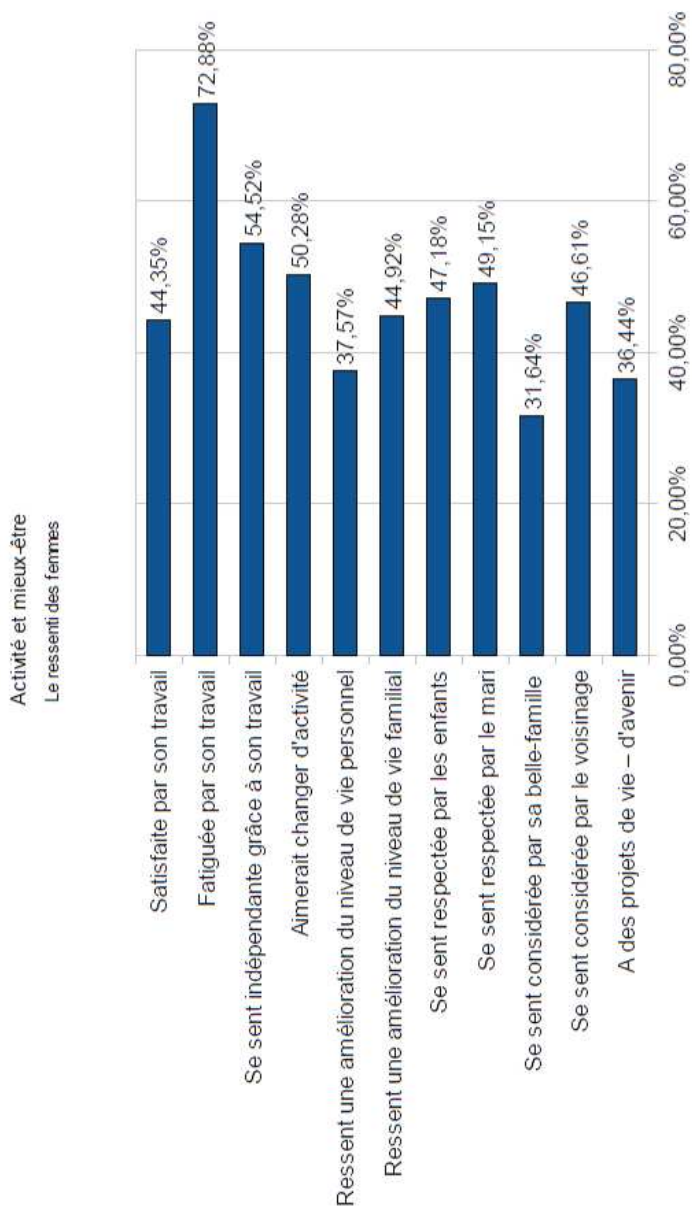
Conscience de soi

Les femmes interrogées sont conscientes de leur fatigue physique et morale. Mais malgré cette fatigue, elles sont satisfaites par leur travail et se sentent indépendantes suite à leurs activités. Certaines ressentent l'amélioration du niveau de vie personnelle et/ou familiale. Elles ont un projet d'avenir.

Avant de les interroger sur leur degré de satisfaction et leur capacité à envisager un avenir, nous avons voulu connaître le temps qu'elle consacrent au travail:



Les pourcentages de satisfaction figurent dans le graphique ci-dessous.



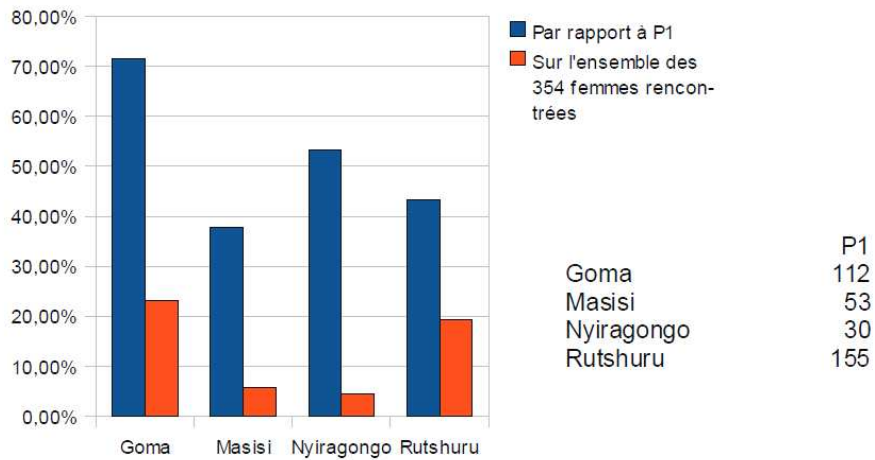
Adhésion à une association et solidarité entre femmes

Certaines femmes se regroupent en associations, d'autres ont peur d'y adhérer soit parce qu'elles ont eu une mauvaise expérience du passé (escroquerie), soit parce que les responsables en profitent pour s'enrichir sur le dos des autres membres, soit encore qu'elles ne savent pas comment fonctionnent les associations.

Il y a des femmes qui sont non seulement dans les associations, mais aussi dans les partis politiques. Il est à noter que souvent ces femmes sont des femmes leaders « professionnelles », c'est-à-dire que chaque fois qu'il est besoin de partager l'expérience des femmes leaders, c'est à elles qu'on va faire appel et qu'on va inviter.

- Gentille est présidente d'une association des mamans vendeuses et cultivatrices des produits agricoles. L'association existe depuis 5 ans et compte actuellement 80 membres... *Nous entraisons mutuellement en cas de difficulté et chaque année nous fêtons ensemble le nouvel an, en achetant deux vaches que nous distribuons aux membres, nous sommes très connues ici au village comme des femmes organisées. Il y a d'ailleurs une jalousie entre nous et l'APRODEBU de la sœur du mwami*. L'idée de faire cette association nous est venue à partir de notre parti politique le PPRD. Au fait, la difficulté est de concilier l'association et le parti politique. Chaque membre de notre association est aussi membre du PPRD. L'avantage est que le parti accorde des crédits rotatifs et les femmes remboursent solens leur volonté, c'est entre 100 et 300\$ sans aucun intérêt.*

Elles sont membres de groupes de ristourne ou épargne solidaire



20% des femmes affirment être solidaires entre elles et 17% pensent qu'il y a un réel partage d'expérience et se disent elles-mêmes prêtes à partager leur expérience. Sur ces 20%:

Dans la ville de Goma

- 4.25% des femmes sont solidaires,
- 4.5% pensent qu'il y a partage d'expérience, et
- 4% seraient prêtes à partager avec d'autres femmes
- 23% sont membres d'un ou de groupes professionnels.

Dans le territoire de Rutshuru

- 15.25%, estiment qu'il y a solidarité entre elles
- 12% estiment qu'il y a un réel partage, et
- 13% seraient prêtes à partager avec d'autres femmes
- 4% de femmes adhèrent à une association

Dans le territoire de Masisi

- 0.85% estiment qu'il y a solidarité entre elles
- 0.28% pensent qu'il y a un partage et veulent un partage
- 7.5% de femmes adhèrent à une association

Dans le territoire de Nyiragongo

- les femmes disent qu'il n'y a pas de solidarité entre elles.

Dans ce territoire, il est étonnant de constater que les femmes adhèrent jusqu'à concurrence de 63% de la population totale à des associations et en même temps elles disent que les femmes ne sont pas solidaires entre elles.

Cette contradiction rejoint ce qui ressort des récits de vie de manière moins explicite mais néanmoins perceptible chez une majorité de femmes, indépendamment du lieu d'enquête: les femmes adhèrent aux associations dans l'espoir de trouver un petit moyen qui leur permette à court terme de répondre aux besoins de la famille. La raison qui semble pousser les femmes à adhérer aux associations ne paraît pas être en priorité la construction de l'avenir ou un projet de société, mais le besoin d'assistance matérielle et l'intérêt immédiat.

Le niveau de collaboration, de solidarité et du faire-ensemble entre femmes, en soi relativement faible, nous interroge particulièrement par rapport à l'angle de notre recherche, quant à leur potentiel de leadership et donc aussi leur capacité à initier ou accompagner un changement de société.

Interrogations & pistes de recherches

Il serait urgent d'identifier plus précisément les causes ou combinaisons de causes qui induisent un difficile faire-ensemble des femmes dans notre province. Nous avons, dans les récits des femmes rencontrées, perçu plusieurs pistes de questionnement:

- **Conflits:** conséquence directe de la guerre et de l'instabilité dans la région: méfiances générales, difficulté réelle à instaurer la cohabitation pacifique, problèmes d'intégration liés aux déplacements de population... mais aussi en parallèle, le développement d'une attitude passive qui attend tout de l'aide humanitaire. La politique de la main tendue est absolument banale et ne favorise pas l'émergence de la prise de responsabilité.
- **Les femmes** continuent à être les victimes immédiates des conflits armés, elles sont aussi bénéficiaires privilégiées de programmes d'aide qu'elles rivalisent à obtenir. Comment faire pour que l'aide soit un réel relèvement individuel et communautaire qui restaure la confiance personnelle et le dialogue au sein de leur communauté?
- **Etat fragile:** difficultés économiques trop grandes, liées à un manque total d'infrastructures de base, qui rendent le quotidien si épuisant qu'il en devient abrutissant et abaisse le niveau de conscience. Comment, épuisées par un travail quotidien sans fin pour pallier aux manques de l'Etat, les femmes pourront-elles d'une part trouver le temps pour s'apercevoir de tout ce qu'elles font, et d'autre part envisager de travailler consciemment ensemble à un changement socio-économique ou politique?
- **Patriarcat:** le poids si lourd du patriarcat qui mise sur la division entre les femmes.

Sur le plan familial, il s'appuie sur une division hiérarchique entre les femmes. Ainsi une femme mariée est une étrangère dans la famille de son époux et n'a donc pas son mot à dire; par ailleurs elle est assez régulièrement soumise à l'autorité des femmes de sa belle-famille.

Sur le plan de l'organisation sociale, l'existence d'une femme est liée à sa capacité de séduire un homme et de retenir son attention pour qu'il prenne soin d'elle, lui fasse des enfants

etc... et rende légitime le fait qu'elle soit en vie. Ainsi l'attention des femmes est focalisée sur la nécessité « d'attraper » un homme et ensuite de le garder. De ce fait, toutes les autres femmes sont des rivales potentielles et représentent un danger. L'interdiction légale de la polygamie mais qui continue à se pratiquer sous couvert, l'importance extrême de la dot qui rend difficile les mariages et favorise les concubinages, et la discrimination de traitement sur le plan légal entre hommes et femmes adultères incitent au mensonge et à la dissimulation et de ce fait augmente la peur des femmes d'être abandonnées au profit d'une autre femme. Cet abandon entraîne à la fois un abandon affectif ou moral, un abandon économique et un rejet social. Dans de nombreux récits de vie, les femmes ont fait part de cette peur d'être remplacées par une autre femme, ou ont témoigné de cette réalité et de toute la souffrance qui s'en est suivie.

Sur le plan politique, le système patriarcal favorise l'émergence de femmes forgées à se comporter et à s'exprimer en conformité avec ce que les hommes attendent d'elles. Ceci est d'autant plus pervers que le modèle patriarcal a intégré la nécessité de ne pas écarter les femmes du pouvoir pour être politiquement correct sur le plan international. Ainsi la parité est inscrite dans la loi. Mais de fait, les femmes ne se reconnaissent pas dans les femmes politiques censées les représenter et ne votent pas pour elles.

Comment, modelées selon la volonté des hommes autant que par l'éducation, perpétuée, il faut le souligner, par les femmes, que par l'inconscient collectif, les femmes pourraient-elles passer de la méfiance à la solidarité à travers un être-femme qui leur serait propre et dans lequel elles pourraient se reconnaître entre elles? Comment faire naître des espaces femmes propres aux femmes et dont les hommes et les relations aux hommes ne seraient pas la préoccupation centrale?

Capacité à envisager un avenir

La population ciblée par notre recherche est pauvre et sans source des revenus stable. Néanmoins, les femmes enquêtées ne perdent pas espoir, elles ont la dynamique de vouloir vivre malgré tout. Ainsi, 63 sur 155 femmes de Rutshuru, soit 18% d'entre elles ont un projet d'avenir.

56 sur 112 femmes de Goma, soit 16% disent avoir un projet d'avenir. Dans le territoire de Masisi, il a été difficile de poser la question car les femmes étaient pressées de rentrer et donc mettaient très peu de temps à la disposition des enquêteurs. Cependant 6 sur 53 femmes, soit 1.7% ont un projet d'avenir.

Par contre à Nyiragongo il est impossible aux femmes interrogées d'envisager un avenir sans capital propre. Tout de même 8 sur 30 femmes, soit 2.3% envisagent un avenir.

Les femmes ont une capacité limitée à anticiper le futur. Par exemple, la pratique du « LIKILIMBA » qui est localement la plus parlante et très pratiquée par les femmes dans la zone couverte par l'enquête.

Il s'agit d'un moyen d'épargne mis en place par les femmes pour faire face aux problèmes de liquidité. 53% des femmes sont membres de ristourne, dont environ : 23% à Goma, 19% à Rutshuru, 5.7% à Masisi et 4.6% dans le territoire de Nyiragongo.

De cette ristourne, la moyenne d'épargne de femmes par jour est de 3.3\$; dont 7\$ dans la ville de Goma, 0.4\$ dans le territoire de Masisi, 0.4\$ dans le territoire de Rutshuru et 0.24\$ à Nyiragongo.

Les femmes commerçantes rencontrées en 2010 relèvent également le fait qu'il y a une prolifération d'associations et organisations féminines qui constituent également un frein à leur développement. Elles attribuent cette faute au Gouvernement qui ne sait pas réglementer ce secteur. Plusieurs associations naissent avec la bénédiction du pouvoir en place pour créer la confusion et des conflits inutiles, disent-elles. Elles souhaiteraient que l'Etat agrée les différentes organisations féminines après avoir mené des enquêtes sur terrain. Plusieurs associations féminines ont les mêmes objectifs et d'autres n'ont même pas de rayon d'action ou de siège social.

Si les femmes envisagent un avenir, elles n'en parlent pas nécessairement et ne le vivent pas forcément de manière construite et consciente.

- Béatrice, 28 ans, est sans études et est mariée à un infirmier. Elle vend les haricot, avec un capital de 20\$ provenant de la ristourne. *Pour commencer l'activité, j'ai été motivée par l'oisiveté à la maison. J'ai été conscientisée par les voisines. J'étais réticente au début car je n'avais pas d'expérience dans le commerce. Pendant 5 ans, je faisais le tour de la ville. Aujourd'hui je progresse tant bien que mal parce que je ne reçois pas de coup de main de mon mari lorsque je suis en faillite dans mon activité. Je n'ai pas de difficultés majeures parce que les enfants ne sont pas encore en âge de scolarisation. Je ne sais pas estimer mon gain. Comme projet d'avenir, je voudrais changer d'activité selon les moyens disponibles, par exemple vendre les habits pour femmes.*
- Bulonza, 38 ans est mariée et mère de 5 enfants, 3 filles et 2 garçons. Les filles étudient, tandis que les garçons ont abandonné les études à l'école primaire. *Je vends les ananas avec un capital de 30\$. Une moitié du capital m'a été offerte par mon mari et une autre moitié je l'ai tirée de la ristourne. Le gain est affecté à la scolarisation de mes enfants. Mon mari fait la manutention et son revenu est affecté au loyer et à la nourriture. J'ai comme projets d'avenir adhérer à une association et obtenir un micro-crédit; acheter une parcelle et la construire; changer d'activité.*
- Jeannette, 52 ans, est mariée et mère de 5 enfants, 3 filles et 2 garçons. 3 de ses enfants étudient à l'université. *Mon mari est agent de l'Etat, il est sans revenu fixe. Je vends la pomme de terre; le capital initial que j'ai eu de la ristourne était de 50\$, aujourd'hui il s'élève à 20\$. Le gain est affecté à l'achat d'une parcelle et à la construction d'une maison en planches; au paiement des frais scolaires des enfants sans oublier d'autres charges familiales. Depuis plus de 10 ans j'exerce cette activité, elle est florissante car elle assure la survie de ma famille. J'ai comme projet d'avenir de finaliser les études de tous mes enfants jusqu'à l'université.*
- Kahindo 48 ans, mariée, mère de 8 enfants, vend des oignons, des arachide et de l'huile de palme. Elle a eu son capital de la vente des récoltes de champ. *Ça fait 11 ans que j'exerce cette activité*

J'épargnais pour assurer la pérennité de mon activité, mais j'ai été victime de l'escroquerie de la micro-finance DUTCH INTERNATIONAL. Pour exercer ce commerce j'ai été motivée par le manque d'emploi de mon mari; le retour de mon mari au village pour des travaux champêtres. Le gain est affecté à l'achat d'une parcelle et à la construction d'une maison en planches par mes propres efforts; et à la scolarisation de mes enfants. La difficulté majeure est la non-implication de mon mari dans la réalisation des activités au profit de la famille. Il a fui ses responsabilités. Projets d'avenir: scolarisation de mes enfants; construction d'une nouvelle maison avec but lucratif (assurance vie); fabrication d'un foyer amélioré.

- *Je suis Yvonne, 53 ans, veuve et mère de 3 garçons et 3 filles. J'ai eu un capital initial de 40\$ pour exercer le commerce d'oignons. Le gain est affecté aux charges familiales (scolarisation des enfants, soins médicaux, alimentation ...). Je n'ai aucun projet d'avenir suite à la concurrence dans l'exercice de mon commerce et cela constitue un handicap majeur pour moi.*
- *Janine, 60 ans, j'ai eu un capital initial de 50\$. Je vends les aubergines depuis 15 ans. Le seul intérêt que je tire de ce commerce c'est scolariser mes enfants et mes petits-enfants. J'ai comme projet d'avenir l'apprentissage de ce commerce à mes enfants afin qu'ils assurent leur survie après ma mort.*

Interrogations & pistes de recherches

Néanmoins, il nous est difficile de savoir si le faible niveau de conscience des femmes par rapport à leur situation est typiquement féminin ou si une grande part des hommes également vivent au jour le jour en faisant de leur mieux.

Il n'est pas clair pour nous si dans les conditions sociales et politiques de cette région les femmes sont plus ancrées dans la gestion immédiate et quotidienne que les hommes ou si c'est une conséquence indépendante du genre, liée à la fragilité de l'Etat, à son (dis-)fonctionnement hybride, et dont aussi bien les hommes que les femmes sont victimes.

V. SYNTHÈSE DES INTERROGATIONS ET PISTES DE RECHERCHES

Nous reprenons la synthèse des questions que nous nous sommes posées tout au long de notre travail:

- Toutes les réflexions des personnes interviewées montrent bien que les femmes sont conscientes de la fragilité de l'Etat. Pourtant cette prise de conscience ne les amènent pas pour le moment à une révolte constructive. Une première étape d'une future recherche-action serait peut-être de leur demander pourquoi elles continuent à payer des taxes alors que l'Etat ne donne rien en retour ou plutôt pourquoi elles n'exigent pas la redevabilité de l'Etat.
- Il nous paraît pertinent de nous demander s'il est normal de prendre un capital chez le voisin ou de l'emprunter. Pourquoi ce système marche-il? Et comment corréler cette pratique avec la problématique de la solidarité que nous avons évoquée?
- Si les femmes choisissent de vendre ce qui se mange en famille c'est pour pouvoir l'utiliser en cas de besoin. Mais cette pratique est la première indice qu'il est difficile pour les femmes d'évoluer. En effet, si elles choisissent leurs activités commerciales en fonction des besoins alimentaires de leurs familles, qu'elles puisent dans leur capital marchandise pour nourrir les leurs, leur objectif principal n'est ni la rentabilité économique, ni l'autonomisation socio-économique. C'est le réflexe de survie. Cette situation de non-maîtrise de la compétence professionnelle est encore accentué épar le fait qu'elles auront de toutes les manières à payer toutes les taxes, et elles sont importantes comme nous l'avons vu.
- Les programmes d'accompagnement pour les femmes sont nombreux à l'Est du Congo, mais nous nous demandons dans quelle mesure il ne serait pas urgent d'écouter les hommes et de les accompagner pour travailler sur leur masculinité.
- Les enquêteurs qui ont travaillé avec nous, nous ont partagé pendant le dépouillement, combien les hommes étaient affectés par la transformation des rôles, combien ils se sentaient peu écoutés et peu outillés pour se faire entendre et respecter dans

leurs dignité. Toutes les ONG qui travaillent sur la question du genre, l'abordent sous l'angle des femmes.

- Par ailleurs, l'image des genres en dehors du Congo telle qu'elle nous est renvoyée montre des hommes tous bourreaux et des femmes toutes victimes. S'il est vrai que les coutumes et le patriarcat sont très ancrés et agissants dans la vie, et s'il est vrai que les violences liées au genre ont eu des effets terribles ces 20 années passées, il nous paraît important aussi de faire connaître au public international à la fois les défis et la créativité dont les habitants de notre province font preuve pour trouver de nouveaux repères dans une société contrainte de vivre une mutation sociale majeure dans un espace-temps restreint. L'adaptation à la mutation sociale est en cours, mais il est évident qu'elle est loin d'être achevée ni chez les femmes ni chez les hommes.
- Néanmoins, il nous est difficile de savoir si cette caractéristique est typiquement féminine ou si une grande part des hommes également vivent au jour le jour en faisant de leur mieux. Il n'est pas clair pour nous si dans les conditions sociales et politiques de cette région les femmes sont plus ancrées dans le quotidien que les hommes ou si c'est une conséquence indépendante de genre liée à l'Etat fragile et à l'Etat hybride et dont aussi bien les hommes que les femmes sont victimes. Il serait urgent d'identifier plus précisément les causes ou combinaisons de causes qui induisent un difficile faire-ensemble des femmes dans notre province. Nous avons, dans les récits des femmes rencontrées perçu plusieurs pistes:
 - Conflits: conséquence directe de la guerre et de l'instabilité dans la région: méfiances générales, difficulté réelle à instaurer la cohabitation pacifique, problèmes d'intégration liés aux déplacements des populations... mais aussi en parallèle, le développement d'une attitude passive qui attend tout de l'aide humanitaire. La politique de la main-tendue est absolument banale et ne favorise pas l'émergence de la prise de responsabilité.
 - Les femmes continuent à être les victimes immédiates des conflits armés, elles sont aussi bénéficiaires privilégiées de

programmes d'aide qu'elles rivalisent à obtenir. Comment faire pour que l'aide soit un réel relèvement individuel et communautaire qui restaure la confiance personnelle et le dialogue au sein de leur communauté?

- Etat fragile: difficultés économiques trop grandes, liées à un manque total d'infrastructures de base, qui rendent le quotidien si épuisant qu'il en devient abrutissant et abaisse le niveau de conscience.
- Comment, épuisées par un travail quotidien sans fin pour pallier les manques de l'Etat, les femmes pourront-elles, d'une part, trouver le temps pour s'apercevoir de tout ce qu'elles font et, d'autre part, envisager de travailler consciemment ensemble à un changement socio-économique ou politique?
- Patriarcat: le poids si lourd du patriarcat qui mise sur la division entre les femmes.

Sur le plan familial, il s'appuie sur une division hiérarchique entre les femmes. Ainsi une femme mariée est une étrangère dans la famille de son époux et n'a donc pas son mot à dire; par ailleurs elle est assez régulièrement soumise à l'autorité des femmes de sa belle-famille.

Sur le plan de l'organisation sociale, l'existence d'une femme est liée à sa capacité de séduire un homme et de retenir son attention pour qu'il prenne soin d'elle, lui fasse des enfants, etc... et rende légitime le fait qu'elle soit en vie. Ainsi l'attention des femmes est focalisée sur la nécessité « d'attraper » un homme et ensuite de le garder. De ce fait, toutes les autres femmes sont des rivales potentielles et représentent un danger. L'interdiction légale de la polygamie mais qui continue à se pratiquer sous couvert, l'importance extrême de la dot qui rend difficile les mariages et favorise les concubinages, et la discrimination de traitement sur le plan légal entre hommes et femmes adultères incitent au mensonge et à la dissimulation et de ce fait augmente la peur des femmes d'être abandonnées au profit d'une autre femme. Cet abandon entraîne à la fois un abandon affectif ou moral, un abandon économique et un rejet social. Dans de nombreux

récits de vie, les femmes ont fait part de cette peur d'être remplacées par une autre femme, ou ont témoigné de cette réalité et de toute la souffrance qui s'en est suivie.

Sur le plan politique, le système patriarcal favorise l'émergence de femmes forgées à se comporter et à s'exprimer en conformité avec ce que les hommes attendent d'elles. Ceci est d'autant plus pervers que le modèle patriarcal a intégré la nécessité de ne pas écarter les femmes du pouvoir pour être politiquement correct sur le plan international. Ainsi la parité est inscrite dans la loi. Mais de fait, les femmes ne se reconnaissent pas dans les femmes politiques censées les représenter et ne votent pas pour elles.

Comment, modelées selon la volonté des hommes autant que par l'éducation, perpétuée, il faut le souligner, par les femmes, que par l'inconscient collectif, les femmes pourraient-elles passer de la méfiance à la solidarité à travers un être-femme qui leur serait propre et dans lequel elles pourraient se reconnaître entre elles? Comment faire naître des espaces femmes propres aux femmes et dont les hommes et les relations aux hommes ne seraient pas la préoccupation centrale?

VI. CONCLUSION

Arrivées au bout de notre recherche au sujet du leadership des femmes œuvrant dans l'agro-commercial au Nord-Kivu, principalement dans les territoires de Rutshuru, Masisi, Nyiragongo et la ville de Goma, nous sommes à même d'affirmer que les femmes interrogées ont un réel dynamisme et un savoir-faire extraordinaire, mais il nous est difficile de leur reconnaître du leadership.

Dans la catégorie des femmes interrogées, les quelques femmes qui font montre de leadership le payent très cher. L'histoire de Madame A., 52 ans, illustre bien cette réalité.

Elle est mariée et mère de 7 enfants, 4 filles et 3 garçons. Elle vit en séparation avec son mari depuis deux ans suite à l'ingérence de sa belle-famille dans leur union. Diplômée A3 en coupe et couture, elle vend le sorgho depuis 5 ans. Elle a reçu un capital initial de 100\$ de la part de sa famille. Elle affecte le gain au likilimba, elle épargne et elle a ouvert un atelier de couture d'habillement pour femmes. Elle a reçu un montant important comme don, d'une personne non révélée, qu'elle a affecté à l'achat d'une parcelle dans laquelle elle construit une maison. Elle a comme projet d'avenir ouvrir un centre d'encadrement pour filles-mères; elle veut aussi diversifier ses activités (vente habits hommes, femmes et enfants). Les relations sociales dans le couple et avec la belle-famille ne sont pas bonnes. Face à cette situation, elle a quitté sa maison pour s'installer ailleurs avec ses 4 filles, avec tous les effets de la maison. Présentement la maison est en vente et le mari vit avec sa mère et ses 3 garçons.

Elle ajoute également qu'elle en est à sa troisième expérience de séparation avec son mari, séparation entretenue par sa belle-mère, la pomme de discorde étant toujours l'ingérence au quotidien de sa belle-famille dans la gestion du patrimoine du couple.

Elle conclut en disant : *il se fait malheureusement que la femme ne soit pas consciente de ce qu'elle pose comme acte partout où elle vit, que faire alors?*

La question reste posée...

Mais les commentaires ou la relecture par notre enquêteur ont été tout aussi enrichissants que le récit lui-même. Il écrit: « Etant donné que le capital initial a été offert par ses parents, il s'est suivi un orgueil très accentué de la part de la femme A., si bien que les membres de la belle-famille n'étaient plus pris en considération chaque fois qu'ils rendaient visite à leur frère. Lui-même sans revenu fixe avait du mal à se faire accepter comme mari. »

L'enquêteur poursuit en disant qu'en signe de respect à l'égard de l'interrogée, il est dans l'obligation de taire certaines intimités révélées par la dame lors de son entretien. D'ajouter que cela a conduit Mme A. de traiter sa belle-mère de sorcière-jalouse.

C'est un enquêteur de plus de 50 ans qui a interviewé la femme. Malgré son souci de mener une enquête la plus objective possible, il n'a pas toujours réussi à faire abstraction du fait qu'il est un homme d'un certain âge, marqué et porteur de la tradition.

Mais il a fait l'effort dans sa prise de note de formuler de manière suffisamment claire pour rendre compte et de ce que Madame A. lui disait et de ses propres réactions.

Après avoir entendu les récits de vie des femmes, les souffrances qu'elles endurent, et le vaste éventail de causes qui va du patriarcat à l'Etat fragile, il nous reste beaucoup d'interrogations qui, si elles faisaient l'objet d'un travail de recherche-action dans l'avenir, pourraient contribuer à la compréhension et la transformation de la vie des femmes et donc des hommes dans la région.

VII. EN GUISE D'OUVERTURE SUR L'AVENIR

Si nous avons de la peine à reconnaître du leadership aux femmes œuvrant dans l'agro-commercial de notre région, nous maintenons pourtant le questionnement de départ, qui était de savoir comment faire émerger le leadership des femmes au Nord-Kivu.

Mais, avant cette étape, nous aurons à travailler avec les femmes pour qu'elles prennent conscience de leur situation et de leurs potentialités et de leur dynamisme.

Cependant face à ce travail d'éveil à la conscience, nous avons deux préoccupations majeures:

- Toute prise de conscience entraîne des blessures. Comment faire alors pour que la prise de conscience ne fasse pas plus de mal que de bien et que les difficultés et les chagrins que les femmes auront à affronter ne les fassent pas souffrir davantage mais leur permettent de se lever et de tenir debout pour évoluer?
- Il est évident que le relèvement des femmes touche les hommes. Et que les transformations qu'il induit peuvent conduire à des difficultés relationnelles encore plus grandes entre les genres. Mais d'une part nous nous demandons s'il ne serait pas possible que les femmes se fassent accompagner par des hommes de bonne volonté qui seraient leurs porte-voix auprès d'autres hommes. Et d'autre part, nous nous demandons s'il ne serait pas pertinent d'interroger la masculinité et de faire un travail parallèle de relèvement auprès des hommes pour un changement durable?

NOS PUBLICATIONS

REGARDS CROISES

Une lecture plurielle du contexte actuel

N°	Date	Langue	Titre
27	Juillet 2010	Fr	Repenser l'Indépendance : la RD Congo 50 ans plus tard Actes du Colloque du cinquantenaire
26	February 2010	En	GUERILLAS IN THE MIST The Congolese experience of the FDLR war in Eastern Congo and the role of the international community
25	Décembre 2009	Fr	DONNER UNE CHANCE A L'AFRIQUE : QUELS LIEUX DE CONSTRUCTION INVENTER ENTRE L'ELITE URBAINE ET LE MONDE RURAL ? Rapport de l'atelier sous-régional Burundi - Rwanda - RD Congo tenu à Goma, les 1er et 2 juillet 2008.
24	Juin 2009	Fr	La jeunesse face à son avenir en RD Congo. Initiatives créatrices - Pistes de Responsabilisation
23	Avril 2009	Fr	EST RDC : LE CRIME BANALISÉ !
22	Août 2008	Fr	RESSOURCES, FRONTIÈRES ET GOUVERNANCE : Partager les problèmes et les solutions dans la sous-région des Grands Lacs
21	Juin 2008	Fr	La conférence de Goma et la question des FDLR au Nord et au Sud-Kivu
20	septembre 2007	Fr	BUSTANI YA MABADILIKO Un jardin des changements à l'Est de la R.D. Congo
18	août 2007	Fr	République démocratique du Congo : fin de la récréation ou début de la re-création d'un Etat ?
19 bis	août 2007	En	RULES FOR SALE: Formal and informal cross-border trade in Eastern DRC

N°	Date	Langue	Titre
19 Edition spéciale	juillet 2007	Fr	Ressources naturelles et flux du commerce transfrontalier dans la Région des Grands Lacs
17	juin 2006	Fr	Reconstruction/refondation des Etats en Afrique : Les défis de la gouvernance
16	janvier 2006	Fr	Modernité manquée et pièges ethniques
15bis	décembre 2005	Fr	Les ressources minées : La faillite de la politique minière de la RDC
15	décembre 2005	En	Digging deeper: How the DR Congo's mining policy is failing the country
14	juin 2005	Fr	Reconstruction et refondation des Etats en Afrique: la gouvernance au coeur des tempêtes
13	décembre 2004	Fr	Devoir de mémoire et responsabilité collective pour l'avenir
12	septembre 2004	Fr	"Les Identités meurtrières": faire face aux défis posés par nos murs psychologiques et idéologiques
11 bis	septembre 2004	En	An open wound: the issue of gender-based violence in North Kivu
11	avril 2004	Fr	Une plaie encore ouverte: la problématique des violences sexuelles au Nord Kivu
10	février 2004	Fr	L'interculturel pour la paix
09bis	mars 2003	En	Shifting sands: Oil exploration in the Rift valley and the Congo conflict
09	mars 2003	Fr	Les sables mouvants: l'exploration du pétrole dans le Graben et le conflit congolais
08	mars 2003	Fr	République Démocratique du Congo: demain la paix?
07 bis	septembre 2002	En	The Coltan phenomenon in war-torn North Kivu province
07	septembre 2002	Fr	Le Coltan et les populations du Nord Kivu
06	août 2002	Fr	Spécial Nyiragongo
05	septembre 2001	Fr	Le dialogue intercongolais : points de vue de populations rurales du Kivu
04 bis	february 2001	En	Women from Kivu speak out

N°	Date	Langue	Titre
04	février 2001	Fr	Le Dialogue Inter-Congolais 3 : Des femmes du Kivu s'expriment
03	mars 2000	Fr	Le Dialogue Intercongolais 2: Le travail de paix intercommunautaire au Nord Kivu
02	septembre 1999	Fr	Dialogue intercongolais 1: points de vue des membres de Pole Institute
01	décembre 1998	Fr	Le phénomène ethnique et son rôle politique et social
00	janvier 1998	Fr	Le concept de frontière et la gestion des conflits

FISSURES

Des analyses sur les lézardes qui menacent notre société en crise.

N°	Date	Langue	Titre
10	Juin 2009	Fr	ECHOS DE GOMA ET D'AILLEURS/FISSURES : Une émission radio comme instrument du dialogue citoyen
09	Mars 2009	Fr	Assèchement des liquidités, hausse des prix des produits alimentaires et ressources naturelles en crises : le Nord-Kivu dans l'œil du cyclone
08	Juin 2008	Fr	Le devoir de mémoire au Nord-Kivu : enjeux et défis
07	Avril 2007	Fr	La sécurité, base du développement durable au Nord Kivu: Quelles stratégies mettre en place?
06	Mars 2007	Fr	Dialogue intercommunautaire au Nord Kivu: briser le mythe de Sisyphe
05	janvier 2007	Fr	Les frontières: lieux de division ou passerelles d'échange? Impact de la fermeture de la frontière entre Goma et Gisenyi.
04	août 2005	Fr	La mise en place de la petite territoriale en RD Congo: Quel impact pour le Nord Kivu?
03	mars 2005	Fr	La problématique du déficit énergétique dans la sous-région des Grands Lacs africains
02	septembre 2003	Fr	Une jeunesse plus responsable pour la RD Congo : c'est possible!
01	mai 2002	Fr	La violence, l'impunité et l'éducation (2) :Nos valeurs traditionnelles peuvent-elles remettre notre société à flot ?
00	mars 2002	Fr	La violence, l'impunité et l'éducation (1) : diagnostic des acteurs du monde éducatif

DOSSIERS

Des études fouillées sur les phénomènes qui expliquent ou sous-tendent les enjeux de l'heure.

N°	Date	Langue	Titre
08 bis	Novembre 2010	Fr	Repenser l'Indépendance : la RD Congo 50 ans plus tard Actes du Colloque du cinquantenaire
08	November 2010	En	BLOOD MINERALS The Criminalization of the Mining Industry in Eastern DRC
07	Mars 2010	Fr	LE RETOUR DES REFUGIES CONGOLAIS DU RWANDA : A QUI PROFITE LA PEUR ?
06	Février 2008	Fr	Coiffure, Sida et Responsabilité. Engagement des coiffeurs dans leurs communautés
05	Septembre 2006	Fr	Jeunesse Congolaise, Changement de Comportement et Responsabilité
04	septembre 2004	Fr	Vers quel Congo demain?
03	juillet 2004	En	Natural Resource Exploitation and Human Security in the Democratic
02	mai 2004	En	Natural Resource Exploitation and Conflicts in DRC
01	mars 2004	Fr	L'exploitation des ressources naturelles et la sécurité humaine en République Démocratique du Congo
00	juillet 2001	Fr	Pour une réflexion sur la cohabitation, le renforcement de la culture de paix et le travail en zone de crise



*Cette publication a bénéficié d'une contribution financière du projet néerlandais « **Genre, Conflit et Fragilité d'Etat** » co-piloté par OXFAM NOVIB en RDC.*

